



#Dialoguesclimat2022

Passer des Dialogues aux actes

Actes des dialogues pour le climat Édition 2

Boîte à outils de la société civile du Québec pour s'approprier les enjeux climatiques



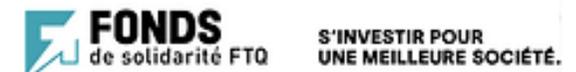
Partenaires des Dialogues pour le climat



**Comité
organisateur**



Toute l'équipe des Dialogues pour le climat tient à offrir ses remerciements à tous ses partenaires qui par leur soutien ont rendu possible la réalisation de l'initiative.



Mots du comité organisateur



“ **Leïla Copti**
Présidente de COPTICOM
Les Dialogues c'est une occasion pour rallier et faire émerger des alliances. ”



“ **Charles Bonhomme**
Responsable affaires publiques et communications, à la Fondation David Suzuki.
Il est essentiel d'assurer la participation de la société civile à la CdP-27, un contre-pouvoir important, pour que l'ambition soit au rendez-vous. Les Dialogues pour le climat participent à rendre accessible la diplomatie climatique internationale et donc à responsabiliser nos gouvernements face à leurs actions. ”



“ **André-Yanne Parent**
Directrice générale du projet de la Réalité climatique Canada
Pour que la CdP27 soit réellement ancrée dans la justice climatique et la solidarité, nos élu.e.s doivent être imputables et tenir leurs engagements. La société civile et la population peuvent être ces catalyseurs de changement et les outiller à y parvenir est la mission des Dialogues pour le climat. ”



“ **Sarah-Katherine Lutz**
Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse
Les Dialogues pour le climat sont une superbe occasion d'échanges intersectionnels et intergénérationnels, indispensables à une transition socio-écologique juste ! ”



“ **Catherine Caron**
Coordonnatrice campagnes et influence chez Oxfam-Québec
"Les Dialogues c'est une occasion de démontrer aux décideuses et décideurs que toutes les voix doivent être à la table des discussions climatiques. C'est la mise en commun des idées de tous qui nous permettra de vivre dignement sur une planète en santé. ”



“ **Patrick Rondeau**
Conseiller syndical - Environnement et Transition juste Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Les Dialogues c'est un exercice nécessaire pour atteindre les cibles de réduction de GES que se sont donnés les pays ayant ratifiés l'Accord de Paris. ”



“ **Annie Chaloux**
Ph.D. est professeure agrégée à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke et directrice du Climatoscope
Les Dialogues pour le Climat c'est un espace de partage d'information accessible à tous et à toutes qui permet d'outiller la société civile à mieux comprendre les différents enjeux liés aux changements climatiques. Il s'agit également d'un lieu d'échange des connaissances où des ponts se créent entre de nombreux experts sous un dialogue intersectoriel et multidisciplinaire dédié à la lutte contre les changements climatiques. ”



“ **Leïla Cantave**
Coordonnatrice de campagnes chez les francophones à Réseau action climat Canada
Lors des Conférences des Parties, les Dialogues pour le climat devient un outil essentiel et puissant qui assure l'accessibilité à l'information tout en renforçant notre intelligence collective sur les enjeux liés aux changements climatiques. ”

Équipe de coordination

Édition 2022

Léa Vandycke
Coordinatrice des
Dialogues pour le climat



Nalitha Paradis
Agente de mobilisation
des Dialogues pour le
climat



Jennyfer Boudreau
Professionnelle de recherche
École de politique appliquée de
l'Université de Sherbrooke



Gaïa Febvre
Chargée de l'engagement
communautaire au Projet de la
réalité climatique Canada



Les visages des dialogues

Les panélistes de l'édition 2022



Kanahsohon Kevin Deer



Caroline Brouillette



Philippe Lapointe



Jean-François Vachon



Martin Portocarrero



Annie Chaloux



Géraud De Lassus Saint-Geniès



Sabaa Khan



Alejandra Zaga Mendez



Mark Purdon



Tonio Sadik



Alain Webster



Annamaria Lammel



Normand Mousseau



Alain Bourque



Amélie Laframboise



Diego Creimer



Méliza Aiili



Léa Pelletier-Marcotte



Sébastien Collard



Denis Côté



Daniel Simard



Rosa Galvez



Eddy Pérez



Simon Langlois-Bertrand



Alexandre Gajevic Sayegh



Marianne Renaud Robitaille



Geneviève Gauthier



Philippe Simard



Marie-Ève Leclerc



Charles Bonhomme



Anessa Kimball



Marie-Andrée Foucreault-Therrien



Émile Boisseau-Bouvier



Éric Pineault



Roxanne Fortin



Nicolas Juneau



Chloé Tremblay Cloutier



Anessa Kimball



Marianne-Sarah
Saulnier



Meir Rabkin



Bruno Detuncq



Vladimir Arana



Aude Sturma



Michel
Archambault



Elsa Beaulieu
Bastien



Rébecca Pétrin



Charlene
Winger Jones



Aliénor Rougeot



Patrick Rondeau



Étienne Pomerleau-
Landry



Jean-Pierre Finet



Laure Waridel



Martin Larocque



Mustapha Ouyed



Dominique Bernier



Martin Vaillancourt



Dominique Gravel



Anne-Céline Guyon



Andrew Gonzalez



Walter Andreeff



Véronique Bussièrès



Soukaina
Boudoudouh



Michael Zelniker



Kim Marineau



François Dufresne



Sarah Munoz



Léa Ilardo



Virginie Gagnon



Pierre Valois



Élise Guerrero



Mollie Dujardin



Amandine Gournay



Jamie Latvaitis

Objectifs & Principes

1. Soutenir un dialogue intersectionnel et intergénérationnel pour rehausser l'ambition des États, des États fédérés comme le Québec, des villes et des régions

2. Favoriser la participation de la société civile québécoise à la CdP-27 et engager les citoyennes et les citoyens vers l'appropriation des enjeux climatiques à leur échelle

3. Mettre en valeur les savoirs et les expertises de la société civile en matière de lutte contre les changements climatiques

- La diversité de la programmation pour favoriser l'inclusion et une perspective de justice climatique.
- L'accessibilité à l'événement pour les personnes ayant des difficultés à rejoindre un événement virtuel. Des activités principalement en français, mais avec une possibilité d'inclure les communautés anglophones.
- La gratuité pour participer activement aux rencontres.

4. S'inscrire dans une perspective de démocratie participative encourageant la cocréation

5. Mettre en évidence l'interrelation entre les négociations climatiques internationales et les niveaux d'action: de l'international au local

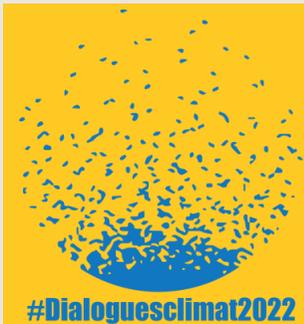
6. Faire entendre la voix de la société civile

LES CHIFFRES CLEFS DE L'ÉDITION 2022



Programmation des dialogues pour le climat

La première semaine



Lundi 31 oct

Comm et CdP : Faire du bruit pour se faire entendre
p.12

Lundi 7 nov

Sommet des dirigeant-e-s

Petit-déjeuner de l'ambition
climatique

p.13

30 ans de sommets pour le climat : quels horizons
pour la CdP-27 ?

p.14

Mardi 8 nov

Sommet des dirigeant-e-s

Quoi retenir du dernier rapport du
GIEC ?

p.17

Discutons Contribution Nationale Déterminée :
instrument clef de l'Accord de Paris

p.18

Mercredi 9 nov

Finance

Petit déjeuner de la finance
climatique

p.19

Un système financier stable à faible émission de
carbone : est-ce réellement possible ?

p.20

Jeudi 10 nov

Science & Jeunesse

Consultation jeunesse pour la création d'un
comité conseil jeunesse permanent sur le climat

p.21

Vendredi 11 nov

Décarbonation

Energies renouvelables et
décarbonation : quel cocktail
énergétique pour le Canada

p.22

Comm et CdP : Mobiliser pour le maximum
d'impact

p.23

Où en sommes-nous de l'engagement du Québec
sur la fin des hydrocarbures ?

p.24



Programmation des dialogues pour le climat

La deuxième semaine

Lundi 14 nov

Eau & Genre

L'intégration du genre pour une action climatique transformatrice

p.25

Comment garantir l'accès à l'eau potable aux communautés vulnérables aux changements climatiques ?

p.26

Mardi 15 nov

Énergie & ACE et Société civile

Une transition juste pour la présidence égyptienne, ça veut dire quoi ?

p.27

Quel est le rôle de la société civile québécoise dans la transition énergétique ?

p.28

Mercredi 16 nov

Biodiversité

CdP-27 et CdP-15, quels sont les liens ?

p.29

Conserver les forêts boréales canadiennes, une priorité pour respecter les cibles fixées par l'Accord de Paris

p.30

Jeudi 17 nov

Solutions

Pertes et préjudices et adaptation : portrait des laissés-pour-compte de la lutte contre les changements climatiques

p.31

Les solutions technologiques : une des solutions face à la crise climatique ?

p.32



Manon Dubois
Conseillère principale chez
COPTICOM



Eddy Pérez
Directeur de la diplomatie
climatique internationale chez
Réseau action climat Canada



Clémence Laloz
Co-fondatrice de Unpointcinq

Lundi 31 octobre

Comm et CdP : Faire du bruit pour se faire entendre

La CdP26 à Glasgow s'est déroulée dans un contexte sanitaire incertain de post-pandémie. Les pays ont présenté leurs nouveaux plans, c'est-à-dire leurs nouvelles contributions nationales déterminées. D'ailleurs, en 2021, conformément à l'Accord de Paris, le Canada a présenté sa nouvelle Contribution Nationale déterminée. Même si Glasgow a été le résultat d'un compromis fragile, les pays ont démontré que le climat restait une priorité. Cette rencontre a également démontré un manque de responsabilisation.

CdP27 : une CdP de l'implémentation

La CdP27 sera l'occasion d'évaluer les avancées en termes d'implémentation du pacte de Glasgow. Elle se place dans un contexte de polarisation, où il ne s'agit plus de crises domestiques mais de **crises globales qui appellent à des réponses de concert au niveau international**. Deux volets du rapport du GIEC, ceux sur l'adaptation et sur l'atténuation, ont été publiés durant l'année 2022, amenant pour la première fois la notion de justice climatique. La CdP27 c'est aussi un appel mondial sur les pertes et préjudices, un appel d'espoir.

Les CdP ont l'avantage de remettre le climat à l'avant-plan durant les deux semaines de négociations. Il y a donc une **occasion de communiquer à ce moment-là**, pas nécessairement sur ce qu'est une COP, mais sur les capacités d'action à l'échelle individuelle. Au Québec, il y a un enjeu de littératie. Toutefois, la population québécoise est consciente de l'enjeu climatique, le terreau est fertile pour l'action, les citoyen-ne-s disent vouloir en faire plus mais dans les faits pour passer à l'action c'est plus difficile

Clémence explique que les citoyen-ne-s n'étant pas encore prêt-e-s à agir ne sont pas la bonne cible. Des études ont démontré que si le public trouve que le message ou l'action proposé sont trop loin d'eux-elles, iels risquent de la juger militante. Et si le message de la source ou la source est considéré comme militant, iels ne se mobiliseront pas. Des personnes déjà mobilisées ont plus de potentiel à faire pression sur les décideur-euse-s. Toutefois Clémence insiste sur l'importance de **renforcer le sentiment de compétences des personnes qui ne vont pas aux CdP qui restent au Québec**. Cela est d'autant plus important dans un contexte d'éco-anxiété. C'est l'occasion de mettre l'accent sur le sentiment d'appartenance à une communauté, cela donne le goût d'avancer. Se focaliser sur l'individu, c'est aussi un moyen de reconnaître sa part de responsabilité tout en gardant à l'esprit que l'action de poser des gestes individuels, ça peut aussi être un engagement citoyen avec une dimension collective.

Les communications autour des CdP ne doivent pas être que négatives car cela impacte le sentiment de compétences des individus. Il est important d'oublier le slogan de « CdP de la dernière chance » car c'est démobilisateur. Enfin, pour sensibiliser il est important de parler **d'émotions** vis-à-vis des changements climatiques. Les citoyen-ne-s ont du mal à ressentir les impacts.

Chiffres clés

- La conviction de l'urgence d'agir est ainsi partagée par 86 % de la population (+2 pts par rapport à 2021).

Pour aller plus loin

- [Baromètre de l'action climatique : Dispositions des Québécoises et des Québécois envers les défis climatiques 2022. Rapport réalisé par le groupe de recherche sur la communication marketing climatique, Université de la Laval](#)
- [Comment parler d'action climatique à son entourage ? Unpointcinq, 2022](#)

Les perles

« Se focaliser sur l'individu, c'est aussi l'opportunité de reconnaître sa part de responsabilité tout en gardant à l'esprit que l'action de poser des gestes individuels, ça peut aussi être un engagement citoyen avec une dimension collective. » Clémence Laloz



Kanahsohon Kevin Deer
de la communauté Mohawk de
Kahnawá:ke



Caroline Brouillette
Directrice des politiques
domestiques Réseau Action
Climat (CAN-Rac)



Philippe Lapointe
Conseiller aux communications et
responsable des dossiers
environnementaux à FTQ
Construction



Jamie Latvaitis
Coordonnateur de l'engagement
régional pour le Québec à Réalité
Climatique Canada

Lundi 7 novembre

Le petit déjeuner de l'ambition climatique

Ka'nahsohon Kevin Deer ouvre la discussion en nous interrogeant sur le **rapport que nous portons à la terre**. Il dit qu'un **changement profond de paradigme** est nécessaire pour éviter l'extinction de l'humanité. Ce changement passe par la reconnaissance de ce que la Terre nous offre, par des sacrifices personnels, mais aussi par notre rapport avec l'argent et le capitalisme. Le but ne doit plus être la recherche de profits. Les peuples autochtones ont cette relation saine avec la Terre qui doit être imitée par le reste de l'humanité. Ceci explique pourquoi les droits autochtones doivent être respectés et leurs voix entendues. Ka'nahsohon Kevin Deer finit par dire que l'être humain est blessé et a besoin d'ouvrir son esprit pour s'ouvrir à la cause.

Philippe Lapointe commence en rappelant que les **travailleurs sont les premiers vecteurs de changements** car c'est eux qui transforment leur façon de travailler. En étant présents à la CdP 27, les travailleurs peuvent encourager et favoriser les parties à adopter un dialogue social. Il observe que, contrairement aux compagnies, les travailleuse-s deviennent la partie demanderesse de ces changements. Il est important de reconnaître également que c'est en majorité grâce à la société civile que les gouvernements sont tenus responsables d'atteindre les objectifs fixés par les pays. La lutte contre les changements climatiques est une lutte de pouvoir. Les industries pétrolières investissent des milliards de dollars dans des campagnes de désinformation, et sont présentes toutes les années dans les COP. Les mouvements sociaux et syndicaux permettent de s'attaquer à cette inéquité.

Caroline débute son tour de parole en rappelant que la CdP-27 se déroule sur le continent africain, un continent responsable de 4% des émissions mondiales alors qu'il est le premier touché par les impacts des changements climatiques témoignant d'une grande injustice climatique. Le monde est en ce moment confronté à une **convergence des crises** qu'il convient de traiter ensemble. Historiquement, les mouvements sociaux ont été capables de changer les choses. Il faut noter que ce sont les petits États insulaires qui ont initialement demandé la mise en œuvre de ces rencontres multilatérales. Dans une salle de négociations, ces pays ont le même droit de décision que les États-Unis.

Les perles

« Avec un amour inconditionnel, nous pouvons changer le monde. » Ka'nahsohon Kevin Deer
« La lutte contre les changements climatiques c'est une lutte de pouvoir. » Philippe Lapointe

Chiffres clefs

- Les engagements climatiques pris par les Etats mettent au contraire la planète sur une trajectoire de réchauffement de 2,5 °C à la fin du siècle. Et ce, s'ils sont respectés. Si les pays poursuivent leurs politiques actuelles, l'élévation de la température pourrait même atteindre 2,8 °C en 2100.
- Chaque 1°C d'augmentation de la température maximale quotidienne ont été de la période 2001-2016 est accompagné d'une augmentation entre 28 et 51% du nombre journalier de réclamations pour des problèmes de santé liés à la chaleur (ex : oedème, syncope, épuisement, insolation/coup de chaleur)

Pour aller plus loin

- [« Coopérer ou périr » : à la CdP-27, le chef de l'ONU appelle à un pacte de solidarité pour le climat](#)
- [Diplomaties marginales : les peuples autochtones au sein des négociations climatiques internationales, Louise Nacet, 2021](#)
- [Changements climatiques et vulnérabilité à la chaleur des travailleuses et travailleurs canadiens - regard sur les provinces du centre et de l'ouest du Canada, INSPQ](#)



Martin Portocarrero
Chargé de programmes
environnement et programmes
jeunesse à l'Association
québécoise des organismes de
coopération internationale (AQOCI)



Annie Chaloux
Professeure à l'École de
politique appliquée de
l'Université de Sherbrooke



Géraud De Lassus Saint-Genies
Professeur adjoint à la
Faculté de droit à l'Université
Laval

Lundi 7 novembre

30 ans de Sommets pour le Climat: quels horizons pour la CdP-27 ?

Introduction aux 30 années de négociations climatiques internationales

Pour comprendre le régime climatique international, il faut remonter à 1988, année de fondation du GIEC par l' **Organisation météorologique mondiale** (OMM) et le **Programme des Nations Unies pour le développement** (PNUD). Deux ans plus tard, ils dressent un premier rapport qui fait état de la connaissance scientifique sur les changements climatiques. Une alerte est déjà faite à ce moment, « on s'interroge sur le rôle de l'activité humaine dans ce réchauffement ». Ce travail de recherche favorise l'émergence de négociations qui aboutiront deux ans plus tard à l'adoption de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques (CCNUCC). L'objectif ultime de la CCNUCC se trouve dans son article 2. Il n'y a aucun objectif chiffré à ce moment-là pour favoriser la participation des pays, le but étant d'avoir un premier instrument juridique de collaboration pour protéger le système climatique.

En 1997 est adopté un nouveau traité, le Protocole de Kyoto, sous l'impulsion notamment de l'affinement des connaissances scientifiques (1995 deuxième rapport du GIEC). Il est demandé aux pays industrialisés de faire leur part et de réduire en moyenne leurs émissions sous le niveau de 1990 de 5.2% pour la période 2008-2012. Il est à noter que cela prendra 8 ans pour que le Protocole entre en vigueur, et ce, notamment en raison du rapport de force entre différents États parties à la CCNUCC sur la scène internationale.

L'après Kyoto - penser des mécanismes différents

Il y a une première tentative à Copenhague qui est un échec, puis on arrive à Paris avec une feuille de route pour négocier un nouvel accord. Un instrument juridique applicable à toutes les Parties, tentative pour s'éloigner de la dualité pays développés versus pays non développés voit le jour: l'**Accord de Paris** :

1. **Vise toutes les Parties** - tous les pays doivent faire leur part, cependant au regard du principe des responsabilités communes mais différenciées (PRCD), cette part n'est pas la même si on est un pays développé ou un pays en développement.
2. **Dispose d'une cible de réduction**, objectif politique de réduction nettement en dessous de 2 °C et s'efforce de la limiter à 1,5 °C.
3. **S'engage à mobiliser 100 milliards de dollars par an à compter de 2020** pour aider les pays les plus pauvres à s'adapter et mettre en place des plans d'action pour lutter contre les changements climatiques (mesures d'atténuation et d'adaptation).
4. **Inclut une clause de révision périodique**, qui évite de renégocier un traité tous les cinq ans.

Enfin, l'Accord de Paris, même s'il ne porte pas l'appellation de « traité », « convention » ou « protocole » a le même statut.

30 ans de Sommets pour le Climat: quels horizons pour la CdP-27 ?

Lundi 7 novembre

C'est quoi une CdP et comment ça fonctionne ?

C'est dans la CCNUCC qu'on crée les CdP, les rassemblements annuels des Parties, c'est-à-dire des États qui ont ratifié la CCNUCC (il y a la même chose pour le protocole de Kyoto et l'Accord de Paris, mais on les rassemble sous la grande famille des CdP). Ces rencontres permettent aux États membres de prendre des décisions afin de faciliter la mise en œuvre des traités internationaux et l'atteinte des objectifs collectifs. Il y a une rencontre par an chaque automne et elles durent en moyenne deux semaines. Ces CdP réunissent aussi chercheur-se-s et des membres de la société civile, qui agissent à titre d'observateur-ric-e-s, dans ce contexte on a créé des **constituantes**.

Donc dans le cadre des deux semaines de CdP, il y a les sessions formelles de négociations, des rencontres entre délégués et personnes de la société civile et des événements parallèles (présentations, foires commerciales). C'est un peu « la planète climat qui se réunit ».

Retours sur la CdP-26 à Glasgow : un bilan mitigé

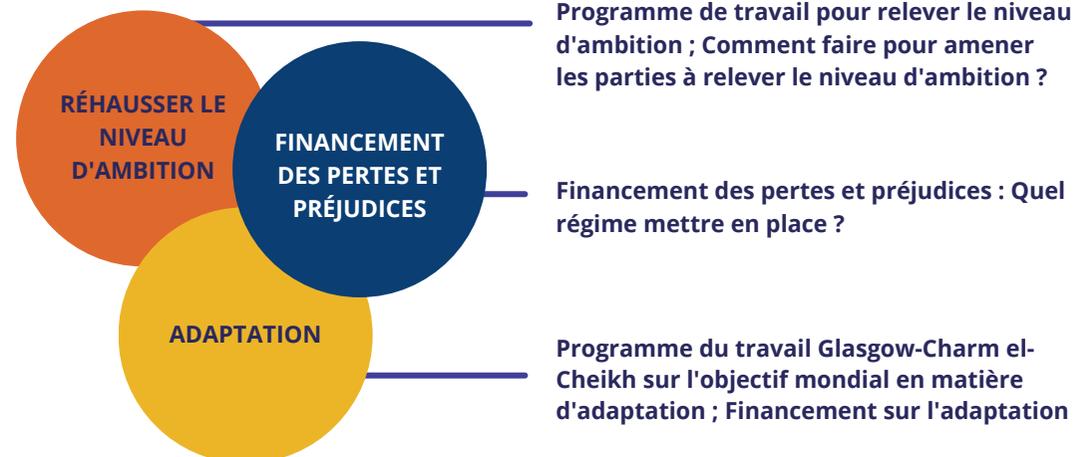
Les Conférences s'inscrivent dans un continuum, donc chaque CdP se comprend à la lumière de ce qui a été fait et dit lors des CdP précédentes.

- Contexte de pandémie liée à la COVID-19 et première fois qu'une année a été sautée dans le calendrier des COP;
- Finalisation du Paris Rulebook, qui est en quelque sorte le règlement d'application de l'Accord de Paris et début du système de l'Accord de Paris;
- Premier volet du rapport du GIEC publié, portant sur l'état actuel des changements climatiques et les tendances;
- Démarches pour réhausser le niveau d'ambition de l'atténuation (actualisation des CDN, programme de travail pour relever le niveau d'ambition);
- Lancement de nouveaux "chantiers" sur l'adaptation, sur les pertes et préjudices et sur la finance climatique.

Le contexte des négociations a évolué depuis la CdP-26

- **Sur le plan scientifique**, deux nouveaux volets du rapport du GIEC ont été publiés durant l'année 2022 sur : "impact, adaptation et vulnérabilité" et "atténuation du changement climatique" qui nous indiquent qu'il faudrait réduire de 43% les émissions de GES par rapport à 2019 d'ici 2030 pour atteindre la cible de 1,5°C de réchauffement ;
- **Sur le plan politique**, la catastrophe naturelle au Pakistan rappelle que le risque climatique est bien réel. Il y a une juridiction de la non gestion du risque climatique (ex : Australie/Comité des droits de l'homme). Enfin, la CdP est Africaine permettant de remettre le continent africain au centre des débats ;
- **Sur le plan diplomatique**, il y a eu la guerre en Ukraine qui a éclaté en 2022 créant une tension internationale forte et intensifiant la crise économique mondiale;

Les principaux points de négociations de la CdP-27



Lundi 7 novembre

"La CdP-27 est une rencontre de transition" **Géraud De Lassus Saint-Geniès**

Rôle de la société civile à la COP

La société civile a toujours participé au processus de la COP. Son rôle est essentiel et déterminant pour faire avancer les engagements des États. Toutefois, sa participation devient de plus en plus difficile.

En effet, les groupes marginalisés (femmes, personnes non binaires, revendications des jeunes, LGBTQ, communautés autochtones et autres) rencontrent des obstacles pour se faire entendre lors de ces rencontres. La place pour la société civile est trop restreinte, notamment car il y a des enjeux énormes par rapport aux droits de l'homme. Les lieux où se déroulent la CdP sont difficiles d'accès. Elle se déroule cette année dans la cité balnéaire de Charm el-Cheikh : plusieurs délégations n'ont pas pu y assister dû aux coûts élevés, par exemple. Également, les peuples autochtones représentent moins de 5% de la population mondiale alors qu'ils habitent et protègent 80% de la biodiversité mondiale.

Le Canada est l'une des plus grandes délégations et des plus organisées. Les sociétés civiles s'engagent à honorer et à respecter le travail et l'expertise des groupes locaux en Égypte. La société civile africaine souhaite faire de cette CdP **la CdP de la justice climatique**, où les États du Nord prennent leurs responsabilités. Si les CdP sont essentielles pour la société civile, elles sont cruciales pour les pays et les populations du Sud.

Les perles

"La place pour la société civile est trop restreinte, notamment car il y a des enjeux énormes par rapport aux droits de l'Homme, comme cette année à Charm-el-Cheikh. Donc, les CdP restent encore des espaces de multiples oppressions. Dans ce contexte, le rôle de la société civile des pays du Nord est extrêmement importante car elle a ce privilège d'être présente." - Martin Portocarrero

Chiffres clefs

- Plus de 50 000 personnes avec un statut d'observateur participent aux négociations de la CdP-27
- Pour atteindre la cible de 1,5°C de réchauffement climatique, une réduction de 43% des émissions de GES est nécessaire par rapport à 2019 d'ici 2030
- Le rapport de synthèse des CDN déclare que la trajectoire actuelle nous mènerait à une réduction des émissions de GES de 3,6% en 2030 par rapport à 2019, ce qui équivaut à une augmentation de 2,4/2,7°C

Pour aller plus loin

- [2022, Deuxième rapport du GIEC "Impacts, Adaptation et Vulnérabilité"](#)
- [2022, Troisième rapport du GIEC "Atténuation des changements climatiques"](#)
- [2022, Rapport de synthèse des contributions déterminées à l'échelle nationale](#)
- [Rendez-vous au tribunal Où en sommes-nous avec les procès climatiques contre les gouvernements au Canada, le Climatoscope](#)



Normand Mousseau
Directeur scientifique de
l'Institut de l'énergie Trottier



Alain Webster
Président du comité consultatif sur
les changements climatiques et
professeur à l'Université de
Sherbrooke



Annamaria Lammel
Enseignante-chercheuse à l'Université
Paris 8, directrice de l'e-laboratoire
Climate System and human system
interaction, Autrice principale du 5^e et
6^e rapport du GIEC



Alain Bourque
Directeur général d'Ouranos

Mardi 8 novembre

Que retenir du dernier rapport du GIEC ?

Le sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié en février 2022, aborde essentiellement les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation. La résilience et la maladaptation font également partie du rapport.

CONSTATS

Les constats sont préoccupants: les changements climatiques sont substantiels et tous les pays connaîtront des impacts d'ici 2030. **Chaque degré de réchauffement supplémentaire renforcera la sévérité des impacts**, notamment en ce qui concerne les écosystèmes terrestres, marins et d'eau douce. Le manque d'eau douce pourrait signifier que les habitants des îles ne seraient plus en mesure de s'adapter. Pour le Québec côtier, les impacts sont amplifiés et déjà présents. Dans un scénario optimiste, un changement de température de 2 degrés est à prévoir.

Au-delà des changements d'ordre physique, les changements climatiques se mélangent dorénavant aux situations socio-politiques. Plusieurs enjeux internationaux s'ajoutent tels que les flux migratoires, l'exode rural et les guerres civiles. Il est à penser que les relations entre les pays ou encore les chaînes d'approvisionnement viendront à changer.

VERS DES PISTES DE SOLUTION

Dans ce sixième rapport, le GIEC a pris en compte des connaissances ancestrales et des savoirs autochtones et ce, en allant à la rencontre de communautés autochtones et des populations locales dans les endroits les plus vulnérables et les plus exposés.

Le rapport met de l'emphase sur **l'importance de prioriser l'adaptation** plutôt que sur la tendance actuelle qui vise à réduire l'émission des GES, bien que cette mesure ait également son rôle à jouer. L'adaptation devrait être accélérée par des engagements politiques (sensibilisation, formation et mise en place d'actions concrètes), ainsi que par un suivi à toutes les échelles de gouvernance. L'importance d'augmenter les flux financiers est également soulevée, ainsi que la protection, la conservation et la restauration des écosystèmes. En effet, pour qu'une planète soit en bonne santé, les écosystèmes doivent l'être aussi. Une approche écosystémique et systémique est à prioriser. C'est un développement résilient vis-à-vis du climat.

Enfin, à l'échelle citoyenne, l'utilisation de combustibles alternatifs et une alimentation alternative sont conseillés. Le rapport met en lumière l'importance d'un changement profond de paradigme.

Chiffres clefs

- 3000 pages
- 18 000 articles scientifiques
- 1 millions d'espèces sont menacées
- Entre 3,3 et 3,6 milliard de personnes vivent dans des contextes hautement vulnérables

Pour aller plus loin

- [6ème rapport du GIEC, Groupe de travail I "Changement climatique 2021 : Les bases des sciences physiques"](#)
- [6ème rapport du GIEC, Groupe de travail II "Impacts, adaptation et vulnérabilité"](#)
- [6ème rapport du GIEC, Groupe de travail III "Atténuation du changement climatique"](#)

Les perles

"La cible n'est plus l'objectif, mais bien la trajectoire pour arriver à diminuer le plus possible la hausse des températures." - Alain Webster



Sabaa Khan
Directrice générale de
la Fondation David
Suzuki



Mark Purdon
Expert de la politique de
changement climatique et de
développement international



Tonio Sadik
Directeur de
l'environnement des
Assemblée des Premières
Nations



Amélie Laframboise
Responsable de la transition
écologique au Cabinet de la
Mairesse de Montréal

Mardi 8 novembre

Discutons Contribution déterminée au niveau national : instrument clef de la réalisation de l'accord de Paris

C'est quoi des contributions déterminées à l'échelle nationale ?

Les contributions déterminées à l'échelle nationale (CDN) est un outil central de l'**Accord de Paris**. En effet, les pays sont tenus de présenter leurs cibles nationales de réduction des émissions de gaz à effet de serre tous les cinq ans. Chaque nouvelle contribution doit être plus ambitieuse que la précédente.

Parce que l'accord de Paris est non contraignant, les pays signataires ont développé une législation spécifique sur le climat pour transposer ces objectifs en droit national. Ces lois varient en termes de type, de portée et d'ambition. Elles visent à définir un cadre institutionnel de la politique de lutte contre les changements climatiques.

Et le Canada ?

En 2021, le Canada a ainsi adopté la loi sur la responsabilité en matière de carboneutralité qui permet de fixer la CDN du Canada de 2030 et accompagner les plans de réduction des émissions de GES. Cette loi est nécessaire pour dépolitiser l'action climatique. Également, en 2021, le Canada a revu sa cible de réduction de gaz à effet de serre à la hausse en visant une réduction de 40 à 45% par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030. Malheureusement, les émissions de GES du Canada n'ont fait qu'augmenter depuis le commencement des CdP et le pays continue d'être un grand exportateur de produits fossiles.

Les villes jouent un rôle primordial dans l'atteinte de ces cibles de réduction. Il n'existe pas d'émissions de GES déconnectées du territoire. C'est pourquoi la mairesse de Montréal, Valérie Plante, a une forte volonté d'agir localement et est très présente au sein du réseau C40. Montréal a adopté un Plan climat 2020-2030 contenant 46 mesures portant sur la mobilisation, la mobilité, l'urbanisme, l'aménagement, les bâtiments ou encore la gouvernance.

Les perles

"Malgré que des gains soient perceptibles dans certains secteurs, il y a des **effets rebonds inattendus** justifiant qu'il n'y ait pas de réduction globale des émissions perceptibles. Cette vérité ne fait que révéler la nécessité d'un **changement profond de paradigme. Les changements climatiques ne sont en réalité qu'un accélérateur des autres problèmes.**" Amélie Laframboise

Chiffres clefs

- Des points de contrôle de la loi sont prévus presque tous les ans pour les 10 prochaines années.
- Le Canada a revu sa CDN à la hausse fixant une réduction de 40 à 45% par rapport aux niveaux de 2005. La cible de 2030 ainsi que celle de 2050 sont maintenant consacrées par la loi.

Pour aller plus loin

- [Plan Climat 2020-2030, Ville de Montréal](#)
- [Mise à jour sur la contribution déterminée au niveau national du Canada, Ministère de l'environnement et changement climatique Canada, 2021](#)
- [Communiqué de presse 2021 de la Fondation David Suzuki "L'objectif de réduction des émissions du Canada pour 2030 reste trop éloigné de celui des autres leaders mondiaux"](#)



Eddy Pérez
Directeur de la diplomatie internationale
pour le Réseau Action climat Canada



Denis Côté
Analyste des politiques à l'Association
québécoise des organismes de
coopération internationale (AQOCI)

Mercredi 9 novembre

Le petit-déjeuner de la finance climatique internationale

En 2009, à Copenhague, les pays développés ont convenu d'accorder **100 milliards de dollars** aux pays du Sud Global. Plutôt que de considérer ce financement comme une responsabilité devant être respectée en matière de justice climatique et sociale, la tendance des pays développés est de considérer les sommes accordées comme une forme de charité.

Pour favoriser le financement, les panélistes affirment que celui-ci doit être à la hauteur des besoins et non pas à la hauteur de ce que les pays du Nord veulent bien donner. Un **sentiment de confiance** doit être bâti pour permettre aux pays du Sud de croire en les efforts des pays du Nord. Le financement aurait intérêt à être versé en subventions plutôt qu'en prêts, pour déroger de la pratique courante qui a pour conséquence d'aggraver le problème.

À la CdP-27, les pays les plus vulnérables ont demandé un fonds pour financer les pertes et dommages pour les changements subis. C'est la première fois que cette question est abordée dans une CdP climat. L'idéal serait de se doter d'un mécanisme qui permet aux populations locales les plus vulnérables de prendre part à la gouvernance (utilisation des fonds et prise de décisions).

Les panélistes nous rappellent que les besoins en financement sont bel et bien grandissants. Les pays du sud, tout comme ceux du nord, font face à diverses crises, qui ont en réalité un effet direct sur l'effort de financement.

LA FINANCE CLIMATIQUE C'EST :

- une question de confiance, de paroles et de justice;
- une question de **justice sociale** qui doit placer au centre les populations les plus vulnérables, bénéficier à toutes les populations confondues, s'attaquer aux causes profondes de la crise climatique et aux droits humains, notamment des femmes et des peuples autochtones;
- un intérêt porté sur les **écarts** plutôt qu'aux chiffres. Les rapports du GIEC sont clairs: l'écart en matière d'adaptation ne cesse de croître;
- l'idée que tout le monde a la **même responsabilité**, mais pas à la même hauteur. La responsabilité reste sur les pays du Nord et sur les entreprises qui produisent et consomment beaucoup plus.

Chiffres clefs

- Le Canada s'est engagé à financer l'action climatique, et ce, depuis 30 ans.
- Les pays du Sud auront besoin de 2 400 milliards de dollars par an d'ici 2030 pour financer leur action climatique.
- En 2009, les pays développés ont promis un fonds de 100 milliards de dollars pour les pays du Sud Global.

Pour aller plus loin

- [La CdP-27 parvient à un accord décisif sur un nouveau fonds "pertes et préjudices" pour les pays vulnérables, 21 novembre 2022, UNFCCC](#)

Les perles

"La finance climatique, ce n'est pas juste un chiffre, c'est une histoire" - Eddy Pérez



Rosa Galvez
Sénatrice indépendante du Québec et présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParIAmericas



Daniel Simard
Conseiller de la direction à AEQuo Services d'engagement actionnarial



Sébastien Collard
Neuropsychologue, responsable du secteur santé et services sociaux à la CSN, et porte-parole de la Coalition Sortons la Caisse du carbone



Léa Pelletier-Marcotte
Analyste politique chez Oxfam-Québec



Diego Creimer
Directeur Finance et Biodiversité à la Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec)

Mercredi 9 novembre

Un système financier stable à faible émission de carbone : est-ce réellement possible ?

La finance durable est un **levier indispensable pour relever les défis écologiques et économiques** de notre époque. En apportant une solution permanente aux externalités négatives, elle assurerait une utilisation durable des ressources et améliorerait la qualité de vie des citoyens. La finance durable regroupe différentes pratiques : l'investissement responsable, la finance verte, la finance solidaire ou encore la finance à impact social. Toutes ces pratiques ont pour but d'intégrer de nouveaux critères économiques, sociaux et de gouvernance (ESG) dans le système financier.

Le Canada a pris des engagements internationaux en matière de finance durable à travers notamment l'accord de Paris, la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, mais aucun résultat ne sont visible à ce jour. Rosa Galvez explique qu'il existe une interaction encore trop profonde entre le financement et les industries des combustibles fossiles ce qui engendre un **important conflit d'intérêt**. Un autre point problématique est l'absence d'expertise climatique dans les tables de décision. À travers son projet de loi sur la finance alignée sur le climat, Rosa Galvez propose une stratégie concrète donnant les clés au pays pour s'en aller vers un système financier bas carbone.

Le rapport OXFAM-Québec publié en octobre 2022 révèle que les banques canadiennes ne présentent à l'heure actuelle aucun véritable plan pour atteindre la carboneutralité, et aucune ne divulgue la totalité des émissions de GES qu'elles financent. OXFAM-Québec a pu révéler que les actifs des banques **représentent la plus grande source d'émission polluante au Canada**, et ça bien avant le secteur des transports.

Au Québec, la coalition Sortons le caisse du Carbone, qui regroupe plusieurs associations et syndicats a réussi à faire pression sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). En effet, le 25 septembre 2021, la caisse annonçait son intention de sortir de toutes les compagnies exploitantes de pétrole. Cette annonce ne répond pas seulement à des enjeux environnementaux, mais aussi à des enjeux économiques puisque de nombreux exemples ont montré qu'investir dans les secteurs des énergies renouvelables était bien plus rentable que le secteur des énergies fossiles. Quand elles sont axées sur la question du rendement, les campagnes de désinvestissement peuvent être efficaces.

Chiffres clefs

- Les émissions totales financées en 2020 par les huit plus grandes banques canadiennes représentent plus de deux fois le poids carbone total du Canada en entier, et près de 23 fois celui du Québec.
- Pour un dépôt de 1000 \$ dans une institution bancaire canadienne, chaque épargnant finance en moyenne un tiers de tonne de gaz à effet de serre par année.

Pour aller plus loin

- [Regard inédit sur l'empreinte carbone des portefeuilles bancaires canadiens, Oxfam-Québec et IRÉC, 2022](#)
- [Sortons la caisse du carbone](#)
- [Projet de loi S-243, Loi édictant la Loi sur la finance alignée sur le climat et apportant des modifications connexes à d'autres lois](#)

Les perles

"Les activités de financement des grandes banques, mais aussi leurs pratiques en matière de transparence, sont incohérentes avec l'urgence climatique, c'est intenable de poursuivre comme cela." Léa Pelletier-Marcotte, Oxfam-Québec



Alejandra Zaga Mendez
Députée de l'Assemblée
nationale du Québec



Léa Ilardo
Analyste pour la Fondation
David Suzuki



Méliza Alili
Agente de projets -
Communauté branchée à
OXFAM-Québec



Marianne Renaud Robitaille
Agente de projet en
mobilisation à Environnement
Jeunesse



Roxanne Fortin
Agente de projet à Oxfam-
Québec



Élise Guerrero
Agente de projet en
mobilisation à Environnement
Jeunesse

Jeudi 10 novembre

Consultation jeunesse pour un comité jeunesse permanent à l'Assemblée nationale du Québec

Considérant une sous-représentation de la jeunesse au sein des institutions parlementaires et suite à la demande faite lors de la CdP-26, en avril 2022 **une motion demandant d'étudier la création d'un comité conseil jeunesse permanent sur le climat, a été adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale du Québec.** En cette journée consacrée à la jeunesse, des jeunes se sont réunis pour participer à un espace d'échanges et de co-création privilégié pour réfléchir sur les orientations et les formes souhaitées pour cet éventuel comité climat jeunesse au gouvernement du Québec.

À travers plusieurs ateliers de co-création, des propositions concrètes de fonctionnement de ce comité avant, pendant et après mandat, ont été faites par les jeunes présent.e.s lors de cet événement.



Chiffres clefs

- [Une étude menée par des chercheurs de l'Université de Sherbrooke en 2021 démontre que près de la moitié des jeunes adultes sondés \(49%\) ont exprimé avoir ressenti au moins une manifestation d'écoanxiété au cours des deux dernières semaines, contre 26% du reste de la population](#)
- [Quelque 63% des jeunes de 12 à 18 ans souhaiteraient entendre plus souvent parler des changements climatiques à l'école, Fondation Monique-Fitz-Back, 2019](#)

Pour aller plus loin

- [Plaidoyer des générations futures : pour l'action climatique au Québec et au Canada, Oxfam-Québec, 2021](#)
- [Les jeunes et les changements climatiques au Canada et au Québec, Oxfam-Québec, 2021](#)
- [Plan d'action jeunesse 2021-2024, Gouvernement du Québec](#)



Simon Langlois-Bertrand
Spécialiste en questions énergétiques ainsi qu'en relations internationales



Alexandre Gajevic Sayegh
Professeur adjoint au département de science politique de l'Université Laval



Geneviève Gauthier
Experte en transition énergétique et formatrice pour le Canadian Institute of Energy Training (CIET)

Vendredi 11 novembre

Énergies renouvelables et décarbonation : quel cocktail énergétique pour le Canada ?

Ce n'est pas un secret: le Canada, pour être en phase avec les objectifs de l'Accord de Paris et les recommandations du GIEC, doit diminuer sa production de pétrole et de gaz. Pourtant, ces secteurs représentent un nombre non négligeable d'emplois directs et indirects au pays, soit près de 600 000. Heureusement, la plupart des travailleurs de ces secteurs pourraient retrouver des emplois dans les énergies renouvelables.

Du point de vue des entreprises, certaines croient que puisqu'elles ne sont pas les plus polluantes, elles ne sont pas responsables de diminuer leurs GES. De la même manière, plusieurs entreprises du Québec, parce qu'il fait très froid, croient qu'il est normal qu'elles aient une très forte consommation énergétique. Pour accélérer la décarbonation chez les entreprises, on conseille de leur donner un **meilleur accès à l'information et aux connaissances sur leur impact sur l'environnement.**

Alors que l'action climatique est souvent perçue comme une attaque directe à certains secteurs et aux travailleurs, une transition juste pourrait engendrer un **changement de mentalité, et soulager les tensions politiques au pays.** Au niveau international, les pays du Sud demandent justement de la justice climatique depuis longtemps. La question de la justice, partout sur la planète, a pour effet d'accélérer la transition.

Plusieurs axes de décarbonation sont possibles: **Gestion des actifs | Gestion de l'énergie et des GES | Efficacité énergétique | Électrification | Intégration des énergies renouvelables | Captage et stockage | Instruments de marché.**

La carboneutralité, soit l'abandon du modèle basé sur le PIB pour un modèle beaucoup plus progressif qui prend en compte l'environnement, est considérée comme une piste intéressante.

Les perles

« On est dans une culture de gaspillage au Canada; un jeune pays avec des ressources abondantes », Geneviève Gauthier.

Chiffres clés

- Au Canada, le secteur du gaz est en forte croissance depuis les 30 dernières années
- Les pertes énergétiques s'élèvent à 45-83% (en moyenne 57%) dans le secteur industriel québécois

Pour aller plus loin

- [Une transition énergétique juste pour le Québec et le Canada, Alexandre Gajevic Sayegh dans le Climatoscope](#)
- [Le Canada soutient la transition mondiale vers une énergie propre et sûre grâce à des investissements visant à éliminer progressivement la production d'électricité à partir du charbon partout dans le monde, communiqué de presse le 15 novembre 2022](#)
- [Quand la carboneutralité change tout, le Climatoscope](#)



Philippe Simard
Stratégies et relations publiques
COPTICOM et chargé de cours à
l'École de politique appliquée à
l'Université de Sherbrooke



Marie-Ève Leclerc
Chargée de projet Mobilisation à
Équiterre



Chloé Tremblay Cloutier
Responsable du Réseau
Demain le Québec,
Fondation David Suzuki



Marie-Andrée Foucreault-
Therrien
Coordonnatrice des Mères au
front et ses alli.e.s des Cantons
de l'Est

Vendredi 11 novembre

Comm et CdP : Mobiliser pour le maximum d'impact

La CdP-27 est bien décrite médiatiquement comme la **CdP de la mise en œuvre**. De nombreux engagements ont été pris l'année dernière à Glasgow et leur application notamment en ce qui concerne les pertes et les préjudices ou encore le financement doit être engagée. Il y a une forte mobilisation sur place, de la part de plusieurs groupes de société civile et de communautés autochtones. Les principaux enjeux de la CdP-27 sont l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation aux changements climatiques. Seulement une vingtaine de pays ont rehaussé leurs cibles de réductions de GES alors que les cibles ne sont pas assez ambitieuses pour atteindre l'objectif de ne pas dépasser les 1,5°C de réchauffement. Également, il y a très peu de financement pour l'adaptation jusqu'à ce jour, alors que cela va devenir un véritable enjeu durant les prochaines décennies. Enfin, il y a un enjeu de financement climatique puisqu'il y a une prise de conscience des États que les besoins en financement sont beaucoup plus importants qu'estimés alors même que l'engagement des 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 n'avait pas été respecté.

Une forte mobilisation de la part des citoyen-ne-s est primordiale pour accélérer la transition. Au Québec, la société civile est vraiment proactive dans ce domaine et de nombreuses campagnes en sont de beaux exemples :

- La campagne de sensibilisation **"La bière Coule pas chez nous!"** avait bien marché : en parlant de quelque chose auquel les citoyens sont sensibles, c'est plus concret.
- En 2021, il y a eu le lancement du réseau **Demain le Québec de la Fondation David Suzuki** qui a permis de rassembler des groupes de citoyens qui se mobilisent partout au Québec et de soutenir les initiatives qui existent déjà et de les connecter. Il est primordial de reconnaître le rôle des villes et des municipalités à la transition socio-écologique puisque 50% de la population mondiale vit en milieu urbain et est responsable de 70% des émissions de GES. Ce qui est défini par ce dernier, c'est le passage de l'état actuel à un système écologiquement viable grâce à la justice sociale et environnementale. Il faut créer du tissu social et renforcer la résilience des communautés.
- Le mouvement citoyen **"Mères au front"** regroupe des mères et grands-mères, non spécialisées en environnement mais désespérées par la situation et apeurées de l'avenir de leurs enfants et petits-enfants. Il existe maintenant une trentaine de groupes au Québec, Elles sont 28 000 abonnées à l'infolettre de "Mères au front". Toutes ces femmes sont bénévoles.

Chiffres clefs

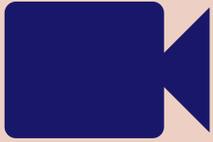
- La conviction de l'urgence d'agir est ainsi partagée par 86 % de la population.
- La proportion des Québécoises et des Québécois qui considèrent « faire déjà tout ce qu'ils peuvent et ne pas voir comment en faire plus » est en progression (25 % en 2022). Parallèlement, la proportion de celles et ceux qui en font « beaucoup » et seraient prêt.e.s à en « faire plus » est, elle, en recul (15 % en 2022).

Pour aller plus loin

- [Campagne "La bière Coule pas chez nous !"](#)
- [Réseau Demain le Québec de la Fondation David Suzuki](#)
- [Mouvement citoyen "Mères au front"](#)
- [L'art de l'urgence : de nouveaux récits pour penser les changements climatiques, le Climatoscope](#)

Les perles

« C'est important de ne pas créer de fossé entre les experts et les citoyens lambda », Marie-Ève Leclerc



Charles Bonhomme
Responsable affaires
publiques et communication
à la Fondation David Suzuki



Nicolas Juneau
Directeur général des
hydrocarbures et des
biocombustibles au Ministère
de l'Énergie et des
Ressources Naturelles



Anessa Kimball
Professeure titulaire en science
politique à l'Université Laval,
directrice du Centre sur la sécurité
internationale (CSI) et co-directrice
en sécurité climatique à l'OTAN



Émile Boisseau-Bouvier
Analyste des politiques
climatiques et de la
transition écologique chez
Équiterre



Éric Pineault
Professeur au Département de sociologie de
l'UQAM, membre de la Chaire de recherche
UQAM sur la transition écologique, de l'Institut
des sciences de l'environnement et chercheur
associé à l'IRIS

Vendredi 11 novembre

Où en sommes-nous de l'engagement du Québec pris lors de la CdP-26 sur la fin des hydrocarbures ?

Le Québec soutient, depuis plusieurs années, une position forte et **se place en leader sur l'abandon progressif de la production du pétrole et du gaz**. En effet, c'est en 2018, qu'une première loi apparaît sur les hydrocarbures balisant ainsi leur exploitation au Québec. En 2021, il y a eu un discours inaugural du premier ministre annonçant la fin de la filière. Lors de la COP26 à Glasgow, **le Québec rejoint l'alliance BOGA** (Beyond Oil Gaz Alliance) visant l'abandon progressif du gaz et du pétrole. Ces événements ont amené au dépôt du **projet de loi 21 Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures**, à des consultations particulières et à son adoption en avril 2022. Au sein de cette loi, il y a des éléments fondamentaux tels que la fin de la recherche des hydrocarbures sur le territoire québécois, la révocation des licences, la fermeture définitive de puits ou encore la programmation d'indemnisation pour les citoyens se faisant révoquer leur licence. Bien que le Québec n'était pas producteur de pétrole, il était essentiel que le Québec se positionne sur la scène internationale sur cette question pour donner l'élan de plus d'ambition climatique. Ce projet de loi 21 est le résultat d'une **forte mobilisation de la société civile et d'un travail collaboratif remarquable depuis 2011**. Maintenant que ce projet de loi a été adopté, il s'agit de l'implanter et de fermer les puits. Des débats sur les indemnisations vont se poursuivre, il s'agit d'une problématique sensible.

Alors que le conflit en Ukraine aurait pu mettre en danger cet engagement, le Québec démontre qu'il existe d'autres façons de produire de l'énergie. Aussi, ce conflit géopolitique met en évidence l'importance de s'affranchir des énergies fossiles et d'investir dans les énergies renouvelables.

L'électrification de notre système énergétique ne suffira pas. Des **changements systémiques profonds** seront nécessaires pour parvenir à atteindre la carboneutralité à travers un changement d'habitudes et une réduction des inégalités. La sobriété énergétique est un terme qui doit prendre de plus en plus d'espace dans le débat public. De plus, la transition énergétique doit intégrer la notion de transition juste : il s'agit aussi de la réalité des travailleurs.euse.s.

Chiffres clefs

- Le Québec est le premier État à interdire l'exploitation du gaz et du pétrole sur son territoire

Pour aller plus loin

- ["Le Québec enfin protégé légalement contre l'industrie des énergies fossiles", Équiterre, le 12 avril 2022](#)
- [L'"airpocalypse" en Chine : manifestations de la crise climatique et de la dépendance énergétique au Charbon, le Climastocope](#)

Les perles

« Avec ce projet de loi qui est devenu loi, le Québec est un pionnier et devra continuer dans ce sens et il va falloir avoir une discussion franche dans un contexte mondial. » Emile Boisseau-Bouvier, Équiterre



Marianne-Sarah Saulnier
Chercheuse en
intersectionnalité et membre
du conseil des Montréalaises



Mollie Dujardin
Délégation jeunesse de la CdP-27



Amandine Gournay
Conseillère en développement durable au Réseau
des femmes en environnement et son Conseil
québécois des événements responsables

Lundi 14 novembre

L'intégration du genre pour une action climatique transformatrice

L'écoféminisme permet de penser les liens sociaux entre la domination des femmes et la domination de la nature.

- Ce mouvement a pris naissance dans les années 1960 aux Etats-Unis avec des mouvements de contestation anti-nucléaires, afroaméricain, et les luttes féministes qui ont créé un terrain fertile pour faire des ponts entre les différentes notions d'écologie et de féminisme.
- Apparition dans les pays du sud dans les années 1970 et dans les pays occidentaux dans les années 1980 avec la course à l'armement nucléaire. L'écoféminisme est apparue comme une lutte contre le nucléaire car les femmes avaient peur pour leurs vies et celles de leurs enfants.
- Institutionnalisation des perspectives de genres et des changements climatiques à l'ONU avec plusieurs types écoféministes dans les années 1990.

La réponse aux changements climatiques doit être **intersectionnelle**, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Le genre est encore un élément écarté des négociations climatiques; c'est souvent un angle mort. Par exemple, on parle beaucoup de l'importance du secteur industriel alors que les femmes y sont sous-représentées. Elles sont donc absentes des solutions.

Le monde occidental ne prend pas conscience des impacts des changements climatiques sur les pays du Sud. Les femmes et les communautés proposent des solutions qu'il faudrait que les occidentaux écoutent pour mettre en œuvre une vision intersectionnelle. **Les femmes ont des besoins différents**, comme des changements directs sur les comportements, alors que les hommes mettent pour l'instant plus l'accent sur les aspects techniques. Les groupes féministes, autochtones et environnementaux ne travaillent pas ensemble alors qu'il faudrait favoriser cette intersectionnalité. La création d'alliances stratégiques entre ces différents groupes serait à préconiser. De plus, il n'existe pas de financement pour lutter efficacement contre les changements climatiques.

Dans le monde, ce sont les femmes qui s'occupent majoritairement des terres agricoles. Bien que ce soit elles qui gèrent généralement les terres, elles ont très peu de pouvoir car elles sont généralement soumises à un homme (mari, père, frère...) et leurs prises de décisions demeurent limitées malgré leurs connaissances sur le sujet. **En conséquence, 90% des victimes sont des femmes lorsque surviennent des catastrophes liées aux changements climatiques.**

Chiffres clefs

- Dans les négociations climatiques, certains groupes sociaux sont marginalisés. À la COP-26, seulement 13 % des chef-fe-s des délégations étaient des femmes.
- En Inde, 70% des terres sont gérées par des femmes

Pour aller plus loin

- [Livre *Perdre le sud, Décoloniser la solidarité internationale* de Maïka Sondarjee](#)
- [Podcast « Elles parlent » du Studio SF, présenté par Léa Clermont-Dion](#)
- [Livre *l'Avis du Conseil des Montréalaises: Pour une transition écologique juste et féministe*](#)
- [Regarder le documentaire « Bidonville: Architectures de la ville future » de Jean Nicolas-Orhon](#)
- [Écoféminisme et voix autochtones dans la lutte aux changements climatiques, le Climatoscope, A. Gournay](#)
- [Les changements climatiques et leurs répercussions sur les inégalités de genre, le Climatoscope, M.-S. Saulnier](#)



Elsa Beaulieu Bastien
Militante et anthropologue féministe



Rébecca Pétrin
Directrice générale de Eau Secours



Charlene Winger Jones
Water Walker
Marcheuse de l'eau



Aude Sturma,
Sociologue de l'environnement,
chercheuse associée au Centre
d'Études et de Recherche Travail,
Organisation Pouvoir
(CERTOP/CNRS)



Vladimir Arana
Coordinateur de programme au
Secrétariat international de l'eau

Lundi 14 novembre

Comment garantir l'accès à l'eau potable aux communautés vulnérables aux changements climatiques ?

Dans différentes parties du monde, l'accès à l'eau est déjà problématique. Il y a de nombreux enjeux d'injustice liés à l'accès à l'eau qui se traduisent différemment selon les endroits du monde. Ce phénomène, exacerbé par les changements climatiques rend davantage vulnérable certaines communautés.

Situation au Québec

Le Québec est propriétaire de 3 % des ressources en eau pour 0,3 % de la population mondiale. Il y a une bonne gouvernance qui permet de distribuer l'eau de manière équitable au sein de la population. Il existe une loi sur l'eau, une loi fédérale qui interdit l'exportation de l'eau. Malgré ces protections législatives là, on a de plus en plus de cas où l'accès à l'eau est problématique comme dans le sud du Québec qui est majoritairement agricole. Le portrait de l'irrigation de l'eau change avec le changement climatique. Les périodes de sécheresse s'allongent pendant l'été et le régime de pluie change. Beaucoup de milieux naturels ont été détruits alors qu'ils permettaient de retenir l'eau pour l'utiliser lors des moments de sécheresse. L'urbanisation a beaucoup imperméabilisé le sol ce qui a empêché la retenue des eaux. Tout cela a une conséquence sur la quantité d'eau disponible, mais aussi sur sa qualité. Cette qualité est impactée par les pesticides, projets industriels, le rejet des usines de traitement d'eau. Il y a beaucoup d'inégalités dans les genres pour cet accès à l'eau. Les femmes sont les plus touchées dans leur sécurité.



Situation en Amérique du Sud

En Amérique latine, la population a commencé à abandonner leurs têtes de bassin versant qui sont là où les sources d'eau sont localisées en raison des changements climatiques. En plus du risque de perdre la ressource en eau, c'est également les savoirs traditionnels de ces populations qui sont mis en danger. Aussi, on observe une grande émigration des populations des milieux ruraux en raison des événements météorologiques extrêmes mais également de leur pauvreté. La gouvernance de ces pays démontre que le gouvernement n'a pas la capacité d'assumer des demandes sociales, environnementales et économiques de la population. Il faudrait donc une approche pour renforcer la gouvernance.



Situation à Mayotte

À Mayotte, il existe des enjeux sanitaires importants liés au manque d'accès à l'eau potable. En effet, du fait que le prix de l'eau à Mayotte est le même que la moyenne française alors que le revenu moyen est trois fois inférieur à celui de la métropole, 1/3 des Mahorais-e-s n'ont pas accès à l'eau courante. Ce risque de manque d'eau potable se traduit par des conséquences en termes d'épidémie et de maladie qui sont très concrètes. Dans les années 2000, Mayotte a connu des alertes choléras et les acteurs de santé sur l'île peine à endiguer les foyers de fièvre typhoïde. 1/3 des cas de fièvres typhoïdes retrouvées sur la métropole française proviennent de Mayotte. Il y a aussi l'enjeu politique et social car ce manque d'accès à l'eau fait naître des mouvements populaires.

Lundi 14 novembre



Situation en Égypte

L'Égypte est recouvert d'un désert. La principale ressource d'eau est le Nil. La municipalité, qui reçoit la CdP, présente de nombreuses infrastructures permettant l'accès à l'eau, notamment une usine de désalinisation de l'eau de la mer rouge. Néanmoins, il ne faut pas la consommer même si elle est potable, car les systèmes d'aqueduc ne sont pas conformes et une contamination de l'eau persiste. Le chlore va donc permettre d'éviter la prolifération de bactéries dans les aqueducs. Ce processus engendre un coût très cher de l'eau, et cela creuse un fossé énorme avec les populations. Ainsi, les populations locales n'ont pas accès à l'eau alors que des hôtels de luxe l'ont à outrance.

Communautés autochtones

Charlene Winger Jones a déjà pu observer au sein de sa communauté de Neyaashiinigmiing des événements anormaux : une neige bien moins abondante lors du dernier hiver ou une baisse anormale du niveau d'eau des rives cet été. Le système d'eau pour les communautés autochtones n'est pas assez efficace pour subvenir au besoin de la population. Il n'y a pas d'accès à l'eau direct dans la maison. Tout le monde ne peut pas aller acheter des bouteilles d'eau pour avoir de l'eau. Il y a aussi une certaine méfiance de la composition de l'eau des bouteilles, à savoir le filtrage de l'eau ne serait pas assez efficace pour les personnes âgées.

Que faire ?

- **Consommer responsable** : réduire sa consommation en eau potable et consommer des produits locaux
- **Sensibiliser** les citoyen.ne.s, mais aussi les élu.e.s politiques et les états, au cycle de l'eau, encore très méconnu, en utilisant par exemple le médium de l'art
- **Légiférer** le droit à l'accès à une eau potable à tou-te-s

Chiffres clefs

- Plus de 30 % de la population de Mayotte n'a pas d'eau courante potable à domicile. En effet, la moitié de la population de Mayotte est étrangère et $\frac{2}{3}$ sont en situation irrégulière donc il est impossible de s'approvisionner de l'eau légalement.
- À l'échelle planétaire, c'est 70 % de l'eau qui est utilisée pour l'agriculture, 20 % pour l'industrie et le commerce et un 10 % qui se partage entre les citoyens et la création de l'énergie.
- Les populations rurales qui n'ont pas accès à l'eau potable sont 20 fois plus vulnérables au changement climatique.

Pour aller plus loin

- **[Aude Sturma. 2022. Vivre avec le risque à Mayotte : une étude de la vulnérabilité sociale au risque de pollution de l'eau dans un quartier précaire de l'île.](#)**
- **[Approvisionnement en eau potable et santé publique : projections climatiques en matière de précipitations et d'écoulements pour le sud du Québec, INSPQ.](#)**

Les perles

"Il y a encore beaucoup de choses à faire sur tout le territoire. Il faudrait restaurer la relation entre l'homme et la planète, rendre l'eau à la terre et rendre la vie à l'eau." Charlene Winger Jones



Étienne Pomerleau-Landry
Conseiller principal chez
COPTICOM



Patrick Rondeau
Conseiller syndical - Environnement et transition juste
pour la Fédération des travailleurs et des travailleuses
du Québec (FTQ)



Aliénor Rougeot
Militante pour la justice climatique
et responsable de Programmes à
Environmental Defence Canada

Mardi 15 novembre

Une transition juste sous la présidence égyptienne, ça veut dire quoi ?

Le terme « transition juste » provient du mouvement syndical américain des années 60. C'est ce mouvement qui a permis aux travailleur·euse·s de prendre conscience des décisions qui se prendront concernant l'environnement dans les prochaines années et de leur rôle dans la prise de décisions qui les concernent.

De nombreux pays se butent sur la définition, qu'ils ajustent en fonction de leurs intérêts. C'est le cas de l'Égypte qui, par transition juste, fait état de création d'emplois verts et d'emplois du futur, en omettant toutefois d'impliquer la main d'oeuvre et d'ouvrir le dialogue entre les syndicats, les travailleur·euse·s et les employeur·e·s, qui sont pourtant les principes fondamentaux de la transition juste. Finalement, l'Égypte souhaite procéder à une transition énergétique et non pas à une transition juste.

De son côté, **le Canada appose systématiquement sa signature sur les grands principes liés à la transition juste alors qu'une absence d'acte tangible se fait sentir**. À l'instar d'autres États, ce sont le nombre d'emplois renouvelables qui sont considérés, plutôt que les analyses faites, le nombre de consultations effectuées avec l'ensemble des entités touchées, etc. Au Québec, la notion de dialogue social est plus présente qu'au Canada. Or, le dialogue ne donne pas nécessairement de résultats. Au fédéral comme au provincial, l'argent est disponible, mais elle est envoyée à de gros émetteurs de GES au lieu d'être mise à la disposition des entreprises qui souhaitent procéder à la transition juste.

Des exemples de pays dont on peut s'inspirer qui ont fait des pas importants pour la transition juste:

- La **Nouvelle-Zélande** a intégré les communautés autochtones dans leur processus;
- **L'Irlande et l'Écosse** ont mis sur pied des commissions en évaluant les besoins des communautés ainsi que des employeur·e·s, et ont fait des scénarios de décarbonation, en prenant en compte l'ensemble des parties touchées.;
- En **Espagne**, un institut sur le développement durable a été créé et permet de faire le même processus;
- **L'Union européenne** a mis sur pied un fond pour la transition juste qui est constitué d'une partie du PIB de l'ensemble de l'UE et un retour sur les émissions carbone qui sert uniquement à financer les processus de la transition juste.

Pour aller plus loin

- [La FTQ à la CdP-27 - Adoption d'un plan de travail pour une transition juste pour les travailleurs et travailleuses](#)
- [Qu'est-ce que la transition juste ? - IRIS](#)
- [Guide argumentaire : La transition juste au Québec, 2019 - FTQ](#)

Les perles

"Comme on est dans un état d'urgence climatique, il faut une action rapide et immédiate. Personne au Canada ne devrait avoir à choisir entre son emploi stable et les changements climatiques, alors que l'action climatique doit continuer."
Aliénor Rougeot



Jean-Pierre Finet
Analyste en matière de régulation économique de l'énergie et de politique énergétique au Regroupement des organismes environnementaux en énergie (ROEE)



Laure Waridel
Écosociologue professeure associée à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM et co-instigatrice du mouvement Mères au front



Mustapha Ouyed
Vice-président du Conseil Patronal de l'Environnement du Québec (CPEQ) et vice-président exécutif du Groupe Onym



Dominique Bernier
Conseillère en environnement à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)



Martin Vaillancourt
Directeur général du Regroupement National des Conseils Régionaux en Environnement du Québec (RNCREQ)

Mardi 15 novembre

Quel est le rôle de la société civile québécoise dans la transition énergétique ?

La transition juste est un concept bien défini à l'international, mais on peine à voir sa mise en œuvre au Québec et au Canada. Il y a une volonté d'inclure un dialogue social au travail, mais pas en environnement. **La transition juste se définit entre autres comme un dialogue social, le respect des droits fondamentaux, l'égalité femmes-hommes, une politique cohérente dans toutes les sphères de la société, des emplois décents et une coopération internationale entre les pays.**

Qu'est-ce qui ne fonctionne pas présentement et qui freine cette transition ? Quelles sont les pistes de solutions ?

- Selon le GIEC, il faut mettre en place des alternatives pour les citoyen-ne-s facilitant les décisions favorables à une transition énergétique et incitant les choix de vie bénéfiques pour la santé humaine et pour l'environnement.
- Il existe en ce moment trop de mécanismes qui permettent d'avoir une compensation en préservant des entreprises polluantes. Il faut **adhérer au principe de pollueur-euse-s-payeur-se-s**. Par exemple, la Suède, un pays qui est très similaire au Canada, a une empreinte deux fois plus petite que le Québec. Il serait intéressant d'intégrer l'empreinte carbone dans les appels d'offres du gouvernement. Ainsi, au Québec, la plupart des fournisseurs seraient avantagés en raison de l'hydroélectricité.
- L'ensemble du mécanisme de marché pousse vers une **consommation matérielle et énergétique** toujours plus grande. Il est difficile de compétitionner avec des solutions qui visent à réduire l'empreinte énergétique. On doit s'orienter vers le principe de "3RV" où le R de réduire doit constamment être privilégié.
- La société civile devrait être davantage consciente de son empreinte carbone afin que la politique aille dans ce sens. Au Québec, les citoyen-ne-s ne voient pas le coût réel du carbone qu'ils utilisent contrairement aux grosses industries qui le payent. Une solution serait la **transparence du coût du carbone** via la mise en place d'éco-fiscalité. Ce serait le même principe qu'avec les sacs en plastique à 5¢.

Il faudrait qu'il y ait une **modernisation de la Loi sur la qualité de l'environnement du Québec**. Il faudrait ajouter un volet de l'impact sur le climat dans l'ensemble des projets du gouvernement afin d'aider les ministres à prendre des décisions plus éclairées.

Chiffres clefs

- La cible de réduction de 37,5% des émissions de GES du gouvernement est insuffisante.
- Au Québec, 43% des émissions de gaz à effet de serre proviennent des véhicules

Pour aller plus loin

- [Plan directeur en transition énergétique, Gouvernement du Québec. Publié en 2018 et mise à niveau 2026](#)
- [Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité - Version 2.0 Front commun pour la transition énergétique - Novembre 2020](#)
- [Plan pour une économie verte 2030 - Politique cadre d'électrification et de lutte contre les changements climatiques, Gouvernement du Québec](#)

Les perles

"La bonne chose qui ressort du Plan pour une économie verte est qu'il est mis à jour annuellement et qu'il y a une certaine acceptabilité sociale. Ce n'est cependant pas suffisant pour atteindre les cibles de 2050 : nous avons besoin d'une plus grande participation des acteur-trice-s." - Martin Vaillancourt



Diego Creimer
Directeur Finance et Biodiversité à
Société pour la nature et les parcs
(SNAP Québec)



Dominique Gravel
Professeur en écologie terrestre et
titulaire de la Chaire de recherche du
Canada en écologie intégrative



Anne-Céline Guyon
Chargée de projet climat à Nature-
Québec



Andrew Gonzalez
Professeur au département de biologie
à McGill University et directeur
fondateur du Centre québécois pour la
science de la biodiversité

Mercredi 16 novembre

CdP-27 et CdP-15, quels sont les liens ?

Les enjeux climatiques et de biodiversité sont intrinsèquement liés: les changements climatiques affectent la biodiversité par la perte des écosystèmes, et inversement, cette perte en biodiversité accélère les changements climatiques.

Il faut dire qu'il existe un écart important entre les négociations sur les changements climatiques et celles sur la biodiversité. Les connaissances scientifiques se sont développées de façon égale pour les deux thématiques, mais ce n'est pas le cas dans la société. En effet, **depuis les années 1990, il y a eu une augmentation de la couverture médiatique sur les changements climatiques, mais pas sur les enjeux de biodiversité.** Il n'y a pas non plus eu de fluctuation à la hausse de la couverture autour des CdP sur la biodiversité.

À la CdP-27, il est question de la nature dans les changements climatiques. C'est une CdP de la mise en oeuvre de l'Accord de Paris et une CdP technique qui pourrait agir sur l'atténuation des émissions de gaz à effets de serre, en plus de prendre des mesures d'adaptation pour contrer les changements climatiques et les pertes et préjudices que des pays vivent déjà comme le Pakistan qui a connu d'importantes inondations.

La CdP-15 à Montréal présente une occasion ; une décision générationnelle. Cette année, il y a eu une restructuration du cadre avec 22 cibles. Il y a une théorie de changement car il est question de comment il serait possible de se mettre en action pour travailler sur les 22 cibles. 4 de ces cibles sont pertinentes pour les changements climatiques.

La biodiversité joue un grand rôle dans la régulation du carbone. Plus les forêts sont diversifiées, plus elles sont capables d'emmagasiner du carbone. Il existe donc une relation entre le nombre d'espèces d'arbres différents et la productivité de ces forêts. Il faut donc viser la restauration et la reforestation de forêts diversifiées, limiter la transition des habitats et arrêter les monocultures forestières. Il est important de s'assurer que les solutions prises pour les changements climatiques ne mettent pas en danger la biodiversité. Enfin, les solutions sur les plans de conservation et de lutte contre les changements climatiques doivent être implantées à tous les niveaux: municipal, comme provincial.

Érosion de la biodiversité

Relarguage du carbone stocké dans les écosystèmes, modification de l'évapotranspiration, albédo et autres



Modification des aires de répartition, des espèces et des écosystèmes, acidification des océans, disparition d'espèces ...

Changements climatiques



Chiffres clés

- La déforestation et la conversion des terres pour l'agriculture contribuent à près de 23% des émissions humaines de gaz à effet de serre
- Au Québec, 17% du territoire est protégé.

Pour aller plus loin

- [Imprévisibilité climatique, dérèglement des cycles de Lemmings et biodiversité nordique, le Climatoscope](#)
- [Biodiversité et climat : même combat ! Agir face à l'urgence, Réseau action Climat 2021](#)

Les perles

"Nous aurions à gagner à lier les deux COP, car nous sommes présentement dans une dynamique de cycle vicieux et donc, le droit à l'échec est inexistant." - Andrew Gonzalez



Véronique Bussières
Biologiste-géographe,
responsable de la conservation
bioculturelle et marine à la
Société pour la nature et les
parcs du Canada SNAP Québec



Michael Zelniker
Réalisateur du film
documentaire "The Issue with
Tissue : a boreal love story" et
militant écologiste



Kim Marineau
Biologiste, enseignante à
l'Université de Sherbrooke,
fondatrice et vice-présidente
d'Eco-corridors laurentiens



François Dufresne
Président de Forest
Stewardship Council (FSC)
Canada



Walter Andreeff
Membre de la communauté de
la Nation métisse de l'Alberta et
fait parti cercle d'experts qui
assiste l'Agence canadienne
d'évaluation des impacts

Mercredi 16 novembre

Conserver les forêts boréales canadiennes : une priorité pour respecter les cibles fixées par l'Accord de Paris



À l'occasion de cette ciné/discussion en mode hybride, la première heure du documentaire "The Issue with Tissue - a boreal love story", réalisé par Michael Zelniker, a été présentée. On y voit des coupes de bois massives qui sont notamment destinées à la fabrication de papier de toilette. Plusieurs activistes autochtones, dont Mélissa Mollen Dupuis et Michelle Audette, sont interrogées sur **leur lien à la forêt et son importance capitale dans la vie de leurs ancêtres et dans leurs propres vies**, des points de vue culturel, social, spirituel et cérémonial.

La projection a été suivie d'un panel sur l'importance de conserver les forêts boréales canadiennes pour ne pas dépasser les 1,5°C de réchauffement climatique. La préservation doit constamment être privilégiée car c'est la meilleure solution pour que la forêt boréale continue de nous offrir ses services écosystémiques. Les bénéfices d'une forêt boréale intacte sont évalués à 1 000 milliards de dollars, tandis que seulement 25 milliards sont tirés en exploitation des ressources. Il est donc primordial de comprendre qu'il existe une **meilleure façon d'exploiter ce bois**. La foresterie est quand même préférable à l'exploitation. Les certifications d'exploitation d'entreprise sont volontaires et permettent une exploitation plus durable des forêts.

Chiffres clés

- Le Canada renferme 28% de la zone boréale du monde
- Les bénéfices d'une forêt boréale intacte sont évalués à 1 000 milliards de dollars, tandis que seulement 25 milliards sont tirés en exploitation des ressources.
- Au Canada, 70% des communautés autochtones vivent dans des régions forestières.
- La zone boréale abrite 150 espèces d'oiseaux, soit la moitié des espèces d'oiseaux au Canada, et le caribou

Pour aller plus loin

- [Bande annonce du film documentaire "The Issue with Tissue" de Michael Zelniker](#)
- [Canadian boreal forests and climate change mitigation, 2013](#)

Les perles

"What we do to our lands, we do it to ourselves" / "Ce que nous faisons à nos terres, nous le faisons à nous-mêmes."

Michael Zelniker



Sarah Munoz
Candidate au doctorat en science politique à l'Université de Montréal



Léa Ilardo
Analyste pour la Fondation David Suzuki



Virginie Gagnon
Agente principale aux campagnes chez Oxfam-Québec



Pierre Valois
Professeur titulaire à l'Université Laval et directeur de l'Observatoire québécois de l'adaptation aux changements climatiques

Jeudi 17 novembre

Pertes et préjudices et adaptation: portrait des laissés-pour-compte de la lutte contre les changements climatiques

Les pertes et préjudices, ce sont les dommages, tels que la perte de territoire et de biodiversité, qui sévissent dans certains pays en raison de catastrophes. Ils sont causés par les changements climatiques, notamment par les épisodes climatiques extrêmes, par exemple des inondations ou des sécheresses. **Alors se pose la question: qui va payer pour ces dommages?**

Ces phénomènes touchent les pays les plus pauvres de manière disproportionnée. Cette dynamique s'observe également à l'intérieur même des pays riches, où les communautés les plus pauvres et racisées sont les plus affectées. Ce n'est pas tout le monde qui a la même capacité à se préparer et à se relever d'une situation extrême. Ainsi, cela mène à une injustice climatique car les plus touché.e.s sont ceux et celles qui sont les moins responsables de cette crise climatique.

Pour répondre à cette injustice, on souhaite avoir un système de réparation net de compensation pour ces pays-là. Ce sont d'abord les États insulaires qui ont demandé à ce que les pertes et préjudices soient inscrits dans des instruments internationaux. C'est en 2013 que ce principe est inscrit dans le mécanisme de Varsovie. À la CdP-27, il y a un peu de mouvement sur la question, mais cela reste symbolique.

Qu'est-ce que la maladaptation?

Selon le rapport du GIEC, la maladaptation est définie comme des mesures d'adaptation inadéquates pouvant conduire à une augmentation du risque de conséquences néfastes associées au climat, à une augmentation ou un déplacement de la vulnérabilité aux changements climatiques ou à une dégradation des conditions de vie, à présent ou dans le futur. Ainsi, une gouvernance qui met en avant l'équité permet d'obtenir des résultats plus durables et équitables.

Quel rôle peut jouer la société civile pour favoriser l'ambition des gouvernements sur les questions de l'adaptation

- S'informer
- Adopter des lois pour faire progresser la justice environnementale
- Reconnaître le droit à un environnement sain et respectueux de la biodiversité
- Créer un mécanisme qui assure l'équité, formalise la prise en compte des impacts, et bonifie le cadre juridique

Chiffres clefs

- À Montréal, les îlots de chaleur urbain se situent dans 73% des quartiers au plus faible statut socioéconomique, comparativement à 20% dans les quartiers montréalais avec le statut socioéconomique le plus élevé

Pour aller plus loin

- [Rapport de la Fondation David Suzuki - Pour une justice environnementale québécoise : réalités, arguments, pistes d'action, 2022](#)
- [Reconstruire ou partir : les défis de l'adaptation en Louisiane, Le Climatoscope](#)
- [Rapport 'L'Heure des Comptes: Pour un financement équitable des pertes et dommages'. Oxfam, 2022](#)

Les perles

"Les solutions proposées doivent prendre en compte les gens vulnérables et donc les inclure. Il ne faut pas uniquement un regard externe en pensant qu'on agit pour eux sans les inclure dans les discussions et les pistes d'actions." - Pierre Valois



Jean-François Vachon
Urbaniste et enseignant à l'université de Sherbrooke



Bruno Detuncq
Professeur à la retraite de l'École Polytechnique de Montréal, membre du comité de citoyen Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville et membre du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec



Meir Rabkin
Fondateur et directeur associé de Blue vision Capital



Soukaina Boudoudouh
Responsable technique des Programmes R&D et Innovation, à l'Institut de Recherche en Énergie Solaire et Énergies Nouvelles (IRESEN)



Martin Larocque
Co-fondateur de Electrocarbon



Michel Archambault
Vice-président, Hydrogène et combustibles propres chez Evolugen par Énergie Brookfield

Jeudi 17 novembre

Les technologies : une des solutions à la crise climatique ?

Pour atténuer les effets des changements climatiques, il est indispensable de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre, notamment en décarbonant plusieurs secteurs tels que le secteur industriel, des transports ou encore des bâtiments. C'est dans ce but que les technologies vertes font leur apparition et sont de plus en plus déployées à travers le monde. Au Québec, il existe de nombreuses start-up en innovation verte qui tentent de jouer un rôle clef dans la transition écologique. En contribuant financièrement au développement de ces technologies, Blue Vision Capital souhaite soutenir des starts-ups prometteuses. Brookfield Renewable est une société cotée en bourse qui possède et exploite des actifs d'énergie renouvelable. Il existe une **réelle contrainte financière** à laquelle font face les actionnaires car il y a la nécessité de rendement important et rapide.

De nombreux pays misent sur une stratégie nationale pour actionner la transition énergétique. C'est le cas du Maroc qui porte beaucoup d'importance dans la recherche et le développement d'énergies nouvelles en créant en 2011 l'IRESEN (Institut de Recherche en Énergie Solaire et Énergies Nouvelles).

Parmi les technologies vertes, on retrouve également des technologies de captation ou de purification du CO₂. Ces technologies interrogent pour l'empreinte environnementale qu'elles engendrent comparativement aux bénéfices qu'elles apportent. Electrocarbon souhaite changer cette vision et apporte une solution concrète de production de produits chimiques à valeur ajoutée à partir de CO₂.

Le professeur retraité de polytechnique, Bruno Detuncq, reconnaît que l'efficacité énergétique que prône la plupart des compagnies d'innovation verte est essentielle, mais **non suffisante à la résolution de la crise climatique** à l'échelle globale. Parce que le monde industriel est très demandeur en énergie et que la provenance de cette énergie n'est pas tout le temps claire, on voit apparaître une nouvelle génération de "technico-septiques". La production de technologies vertes utilise des minerais. La concentration des minéraux dans les nouvelles mines diminue d'année en année alors que la quantité d'énergie à fournir pour chaque tonne de minerai extrait augmente.

Bruno Detuncq propose de **redéfinir un mode différent de rapport au monde : la sobriété énergétique**. Cela implique de diminuer nos exigences envers la nature qui est malheureusement souvent perçue comme un puits de matière première et une poubelle pour nos déchets gazeux, liquides et solides. Il est nécessaire de sortir du mythe que la technologie répond à tous nos désirs.

Pour aller plus loin

- [Sobriété énergétique ou austérité, Le Devoir, 8 décembre 2022](#)
- [Rapport spécial sur les sources d'énergie renouvelable et l'atténuation du changement climatique, GIEC, 2018](#)
- [Des solutions québécoises pour la capture du carbone, La Presse, 2022](#)
- [Le CO₂ comme solution aux changements climatiques : avancées technologiques dans les systèmes thermiques, le Climatoscope](#)

Les perles

"Les humains n'extraient pas ce qu'ils souhaitent, mais ce qui peut être extrait." Hugo Bardi

Équipe aux débriefages

Séances de débriefage
de la CdP-27 tous les
midis de 12h30 à 13h30



Charles Bonhomme
Responsable affaires
publiques et communication
à la Fondation David Suzuki



Émile Boisseau-Bouvier
Analyste des politiques
climatiques et de la
transition écologique chez
Équiterre



André-Yanne Parent
Directrice générale du
projet de la Réalité
climatique Canada



Patrick Rondeau
Conseiller syndical -
Environnement et Transition juste
Fédération des travailleurs et
travailleuses du Québec.



Albert Lalonde
Gestionnaire de projet pour
la fondation David Suzuki



Loujain Kurdi
Chargée de
communications à
Équiterre



Patrick Bonin
Responsable de la
campagne Cimat-Énergie
chez Greenpeace



Stefan Morency
Vice-président et chef de
l'investissement,
Fondation



Juliette Godbout-Laurin
Délégation Fédération des
travailleurs et des
travailleuses du Québec



Claire Warmels
Déléguee et chef de projet
pour Génération climat
Montréal



Marouane Joundi
Chargé de projet en
mobilisation à Fondation
Rivières



Sami Dellah
Représentant syndical et
responsable du dossier de
l'environnement et de la
transition juste, TUAC



Maxime Perrault
Chargé de projets en
communication à
COPTICOM

Un grand merci aux bénévoles

**Bénévoles de l'équipe du Bureau
d'assistance juridique internationale (BAJI)**



Caroline Morin

Solen Kerjolis

Alice Schapira

Fatéma Zahrae

Élyna Bergeron

Ariane Duguay



**Enéas Xavier de
Oliveira Jr.**

**Doctorant en droit à
l'Université de Montréal**

**Bénévole à la rédaction
des Négos en Bref**

L'ENSEMBLE DES "CDP EN BREF"

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO



[#Dialoguesclimat2022](https://twitter.com/Dialoguesclimat2022)



Dialoguesclimat2022

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

7 NOVEMBRE 2022 · NUMÉRO 1 · COP27

CONTEXTE DE CETTE COP-27

La COP27 s'inscrit dans la continuité de la COP26, qui s'était déroulée à Glasgow, en Écosse en 2021, et qui avait débouché sur le pacte de Glasgow permettant notamment conclu à l'adoption du *rulebook*, un instrument indispensable à la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Le 6 novembre 2022, le monde se retrouve à nouveau, cette fois-ci en Égypte, à Charm-el-Cheikh pour poursuivre les efforts de lutte contre les changements climatiques. Les discussions sont influencées par le contexte géopolitique et multicrisis dans lequel nous nous trouvons, notamment le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine. Cette guerre a débouché sur une autre crise, celle de l'énergie en Europe et alimente les processus inflationnaire de hausse de prix des marchandises et des produits alimentaires partout dans le monde. Ce qui fait naître un dilemme pour les États entre sécurité énergétique et obligations climatiques. L'Europe insiste sur le besoin de réouvrir ses centrales nucléaires pour surmonter cette crise : les États-Unis et la Chine se trouvent au milieu de disputes commerciales où les négociations climatiques sont utilisées comme objet de chantage. Malgré le pessimisme qui entoure habituellement les COP et le contexte décrit ci-dessus, des nouveautés donnent de l'espoir aux négociations. En effet, un ancien protagoniste est de retour dans les négociations : le Brésil. Relégué au rang de persona non grata au cours des quatre dernières années, l'élection de Luis Inácio Lula da Silva ramène le Brésil de nouveau au premier plan de la lutte climatique. Sur invitation du président égyptien, il confirme sa présence à la COP27 et apporte avec lui les promesses de campagne de déforestation zéro de l'Amazonie d'ici 2030.

ON DÉCORTIQUE L'AGENDA DE LA COP27

Les éléments clefs de l'agenda de la COP27 seront :

- Il sera question d'**adaptation** (6.a et 6.b de l'agenda) et on reviendra également sur l'atténuation, et plus particulièrement les **contributions nationales déterminées** des pays et tout le **travail d'implémentation**. Élément d'envergure à prendre en compte, **seulement 29 des 196 États ont soumis une révision des CND**. Ainsi on s'oriente vers un monde à 2,8 degrés (GIECC)
- Il va aussi être question du **mécanisme international de Varsovie sur les pertes et dommages** liés aux impacts des changements climatiques (7 de l'agenda).

TWEET QUI ONT MARQUÉ NOTRE JOURNÉE

- Trudeau brille par son absence : https://twitter.com/lev_jf/status/1589557065181450240
- [tweet d'@Émile Boisseau-Bouvier](#): À la #COP27, le @Pavillon_Canada donne la parole à l'Alliance Nouvelles Voies (+ grands producteurs sables bitumineux). La planète brûle et on invite les pyromanes à souper. Inacceptable! Cet événement devrait être annulé #DégagerLesGrosPollueurs.

- On le savait déjà : il va être question de **finance** (8 de l'agenda) que ce soit au niveau du financement climatique sur le long terme, ou des fonds d'adaptation. Il a été ajouté à l'agenda les questions relatives aux mécanismes de financement pour faire face aux pertes et dommages liés aux effets néfastes des changements climatiques, et notamment sur les pertes et dommages (8.f de l'agenda).
- On parlera également de **transfert de technologies** qui sert aussi le renforcement des capacités des États qui sont bien souvent les moins responsables mais les plus touchés par les changements climatiques, dans des domaines variés (science, recherche, agriculture etc.)

3. LE FINANCEMENT DES PERTES ET PRÉJUDICES : À L'AGENDA DE LA COP POUR LA PREMIÈRE FOIS

L'enjeu de financement des pertes et préjudices est plus que jamais au centre des débats climatiques. En effet, c'est la première fois que cette thématique est formellement à l'agenda de la CdP-27. Il s'agit d'un message fort dans le contexte d'une CdP africaine car, bien que responsable de seulement 3,8 % des

émissions des GES, le continent africain subit de plein fouet les effets des changements climatiques.

Alors que nous sommes encore loin de la promesse des pays du Nord de financer à hauteur 100 milliards de dollars américains par an pour aider les pays en voie de développement et que l'échéance initiale avait même été repoussé de 3 ans, les chiffres de Fida HUSSAIN/AFP viennent rendre compte que le coût des pertes et dommages se compterait en milliards de milliards de dollars (entre 290 et 580). Dans le contexte des inondations meurtrières qu'ont touché le Pakistan, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a appelé à « revoir » le fonctionnement du système financier international afin de pouvoir mieux aider ces pays victimes des changements climatiques, mais également alléger la dette des pays pauvres. En plus de réhausser les cibles de financement, il sera indispensable d'élaborer un mécanisme de mise en œuvre de cette finance climatique internationale dès cette COP27, et non d'ici 2024 comme le réclame l'agenda de la présidence égyptienne.

Co-rédigé par Énéas Xavier de Oliveira, Gaia Febvre et Lea Vanduycke



UNIC Tokyo/Momoko Sato / Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, à la Conférence des Nations Unies sur le climat, la COP27

LIENS UTILES

- [Changements climatiques : À quoi servent les COP?](#)
- [Canada Pavilion at COP27 | Pavillon du Canada à la COP27](#)
- [ECO 07/11 - CANRac](#)
- [« Coopérer ou périr » : à la COP27, le chef de l'ONU appelle à un pacte de solidarité pour le climat](#)

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

8 NOVEMBRE 2022 · NUMÉRO 2 · COP27

Dialoguesclimat2022

POUR UN « TRAITÉ DE NON-PROLIFÉRATION DES CARBURANTS FOSSILES

Au cours des deux derniers jours, nous avons entendu plusieurs dirigeant.e.s désigner le pétrole, le gaz et le charbon comme la cause de notre crise. On se souvient à la COP26 que les pays se sont engagés pour la première fois à "réduire progressivement" l'utilisation du charbon, sans toutefois mentionner l'utilisation du gaz et du pétrole. Aujourd'hui (mardi 08/11) Tuvalu est le premier pays à profiter des négociations pour demander un traité international de non-prolifération des combustibles fossiles, qui éliminerait progressivement l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz. Le pays devient le deuxième pays après le Vanuatu à appeler à un accord pour mettre fin à l'ère de la combustion des combustibles fossiles, qui est la principale cause de l'escalade rapide de la crise.

Le premier ministre de Tuvalu, Kausea Natano, a été très claire : **"le réchauffement des mers commence à engloutir nos terres, centimètre par centimètre - l'addiction du monde au pétrole, au gaz et au charbon ne peut pas faire sombrer nos rêves sous les vagues."**

Comme l'a si bien dit Harjeet Singh, responsable de la stratégie politique mondiale du Réseau Action Climat International. **"Nous savons qui sont les victimes de la crise climatique et nous savons qui en sont les auteurs, mais nous ne discutons jamais des combustibles fossiles, l'éléphant dans la pièce."** L'agence internationale de l'énergie, elle aussi a été claire, aucune nouvelle infrastructure de charbon, de pétrole ou de gaz ne peut être construite si le monde veut éviter un réchauffement planétaire désastreux. Alors, même si la volonté de réduire l'utilisation des combustibles fossiles n'est pas inscrite à l'ordre du jour de l'agenda de la COP27 cela ne veut pas dire qu'il ne s'agit pas d'une priorité!

RAPPORT DE RESPONSABILITÉ NET-ZÉRO

Lors de la COP26, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a nommé 17 experts en charge d'examiner l'intégrité des engagements non étatiques de type zéro net.

Ce groupe de travail, présidé par l'ancienne ministre de l'environnement du Canada Catherine McKenna, a publié à l'occasion de la COP 27 de nouvelles normes pour les engagements nets zéro des institutions financières en tant qu'action climatique significative. Un bon outil pour accélérer la transition du système financier vers un système bas carbone !



TWEET QUI ONT MARQUÉ NOTRE JOURNÉE

- [tweet d'@Woodsideful](#): We've got RBC and Suncor representatives here at the Canada pavilion at #COP27
- [tweet de @cathmckenna](#) : 'If you're saying to the world, 'I am #NetZero,' then there is a price of admission.'
- [tweet de @acguyon](#) : @MinFitzgibbon, la #COP27 en est une de mise en oeuvre de l'Accord de Paris, de des ambitions climatiques et de justice. Ce n'est pas une foire commerciale où faire des affaires. Oui, le Qc peut aider mais il a aussi un devoir d'exemplarité, à commencer par faire ses devoirs!

LA QUESTION DU FINANCEMENT DES PERTES DE PRÉJUDICES AUTOUR AU COEUR DES DISCUSSIONS

La question du financement international tient toujours une place centrale à la COP27. Les négociations internationales ont déjà débuté sur la question des pertes et préjudices, de même que les discussions sur le cover decision alors qu'habituellement celles-ci sont reléguées à la fin des deux semaines.

Selon un rapport commandé par la présidence de la COP ce mardi, les pays du Sud auront besoin de quelque 2 400 milliards de dollars par an d'ici 2030 pour financer leur action climatique, dont près de la moitié venant d'investisseurs extérieurs. **"Nous sommes dans le pays qui a construit les pyramides"** dénonçant la première ministre de la Barbade lors de son discours, qui a proposé d'imposer une taxe de l'ordre de 10% sur les bénéfices des producteurs de pétrole et de gaz. 37 milliards : c'est le chiffre qu'aurait rapporté cette taxe au cours des seuls neuf premiers mois de 2022. Ce chiffre est basé sur les bénéfices des 15 plus grandes sociétés pétrolières et gazières cotées en bourse et équivaut à peu près aux pertes économiques dues aux inondations au Pakistan cette année. Il faudra être néanmoins attentif que ces nouveaux fonds destinés aux questions de pertes et préjudices ne proviennent pas d'une réallocation des fonds pour l'adaptation, enjeu majeur des prochaines décennies !

Co-rédigé par Énéas Xavier de Oliveira, Gaïa Febvre et Lea Vandycke



Mia Mottley, Premier ministre de la Barbade, s'exprime à l'ouverture du Sommet des dirigeants mondiaux de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP27). de Latina Republic

LIENS UTILES

- [Rapport de responsabilité net-zéro](#) du groupe d'expert sur les engagements zéro net des entités non-étatiques des Nations Unis
- [Vidéo de l'intervention de Tasneem Essop, directrice général de Climate Action Network International](#)



Dialoguesclimat2022

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

9 NOVEMBRE 2022 · NUMÉRO 3 · COP27

UNE MÉDAILLE DÉSSERVIE À AL GORE POUR SON OUTIL RÉVOLUTIONNAIRE : LE CLIMATE TRACE



L'ancien vice-président américain et militant pour le climat Al Gore lors du lancement de l'Initiative Climate Trace à la Cop27 le 9 novembre 2022. © JOSEPH EID / AFP

L'ancien vice-président des États-Unis, M. Al Gore, a annoncé aujourd'hui dans le cadre de la COP27 le lancement d'un outil qui évalue, grâce à des données satellitaires, les émissions de de toutes les principales activités humaines émettrices à travers le monde : le **Climate Trace**. Elle vise à mobiliser l'ensemble de la communauté internationale pour sauver la planète. Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU a félicité cette démarche : « **Vous comblez un trou dans les données et il est impossible de gérer et de contrôler ce**

que nous ne pouvons pas mesurer. ». Les données et le site internet seront mis à jour mensuellement, puis de façon hebdomadaire et sont toutes accessibles gratuitement. Si vous êtes un fou de données, on vous invite à vous amuser à parcourir la carte interactive !

NOUVEAU RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE À DESTINATION DE L'ÉGYPTE

La Banque mondiale a publié le 8 novembre un **rapport sur le climat et le développement pour l'Égypte**. Il propose des recommandations à court, moyen et long-terme portant sur la transition vers un développement bas en carbone, ou encore sur l'adaptation pour que l'Égypte atteigne ses objectifs de développement tout en atténuant ses émissions des gaz à effet de serre et en s'adaptant aux changements climatiques. Selon le rapport, les vulnérabilités climatiques sont plus accrues dans les villes densément peuplées et les zones côtières et l'accessibilité en eau semble être l'un des points les plus préoccupants.



TWEET QUI ONT MARQUÉ NOTRE JOURNÉE

- [tweet d'@stopcambo](#): Activist confronts @NicolaSturgeon at #COP27 about the Rosebank oil field in the UK which would create as much CO2 as 28 countries in the Global South do annually. Climate targets mean nothing if politicians aren't willing to walk the talk. Step 1: Commit to #StopRosebank.
- [tweet de @EmilleBoisseau](#) : En 2022, le Canada a accordé plus de 15 milliards \$ en subventions aux combustibles fossiles via @ExportDevCanada La majeure partie pour #TransMountain @JustinTrudeau @s_guilbeault : tenez vos promesses de #StopFundingFossils - sans échappatoire. #COP27

L'ALLEMAGNE ET LE CANADA DÉLIVRENT UN RAPPORT D'ÉTAPE DU PLAN DE MISE EN OEUVRE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

L'ordre du jour aujourd'hui reste toujours le financement climatique, l'un des plus épineux sujets de la COP. La communauté internationale se bat encore pour tenir ses promesses de délivrer 100 milliards \$ par an aux pays en développement pour lutter contre les changements climatiques. Selon l'OCDE, **le fonds de financement climatique a seulement atteint 83,3 milliards \$ en 2020**. Le délai initial de 2020 a donc été reporté à 2025. Depuis Glasgow, les pays développés sont incités à doubler leurs contributions. Ces exigences retombent également sur les acteurs non-étatiques, pour accroître l'ambition climatique.

Pour atteindre ce montant, le **Rapport d'étape sur le Plan de mise en œuvre du financement de la lutte contre les changements climatiques** a été présenté aujourd'hui à l'occasion de la COP 27 par Steven Guilbeault, Ministre de l'Environnement et du Changement climatique canadien et Jennifer Morgan, Secrétaire d'État et Envoyée Spéciale pour l'action climatique internationale de l'Allemagne. Ce rapport contient les processus déjà atteints et les démarches qui restent à suivre. Parmi les principaux points on retrouve, notamment, la nécessité de réduire les obstacles du financement climatique au pays du Sud pour en faciliter l'accès.

Co-rédigé par Énéas Xavier de Oliveira et Lea Vandycke



Des écrans pour envoyer des messages à nos dirigeants.e.s à la COP27 par Émile Boisseau Bouvier de Équiterre

LIENS UTILES

- [Rapport d'étape du plan de mise en œuvre du financement de la lutte contre les changements climatiques](#)
- [Rapport de Amnistie Internationale sur l'urgence climatique en territoire Innu](#)
- [Rapport national sur le climat et le développement de la Banque Mondiale le 8 novembre 2022](#)



Dialoguesclimat2022

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

10 NOVEMBRE 2022 · NUMÉRO 4 · COP27

LA COP, UNE FENÊTRE POUR LES DROITS HUMAINS



Changements climatiques : A
Des manifestants se sont rassemblés le 7 novembre devant l'ambassade britannique, à Beyrouth, au Liban, pour demander la libération de Alaa Abdel Fattah. Crédits : AFP

Comme l'on pouvait s'y attendre pour une COP égyptienne, la question du non-respect des droits humains est revenue fréquemment aujourd'hui. Tout d'abord, contrairement aux années précédentes, chaque manifestation doit faire l'objet d'une approbation préalable au moins 36 heures à l'avance. Les manifestations sont autorisées de 10 heures à 17 heures et sont localisées dans des zones spécifiques désignées. Alaa Abdel Fattah, le prisonnier politique le plus célèbre d'Égypte, semble s'être saisi de la COP27 pour défendre les droits humains, au nom de

tous les détenus politiques d'Égypte. En effet, l'icône de la révolution égyptienne du printemps 2011 qui a renversé le régime du président Hosni Moubarak est incarcéré depuis septembre 2019 et a entamé une grève de la faim depuis avril. Sa situation s'est nettement dégradée depuis le 6 novembre lorsqu'il décide d'entamer une grève de la soif. Plusieurs dirigeants occidentaux ainsi que le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme ont réclamé la libération d'Alaa Abdel Fattah. La sœur d'Alaa Abdel Fattah, Sanaa Seif, reste sans nouvelle à ce jour de son frère depuis qu'il a commencé sa grève de la soif a-t-elle confirmé mardi en conférence de presse à Charm el-Cheikh.

KICK POLLUTERS OUT OF COP27

Un événement, que certains appelleraient de l'écoblanchiment, a lieu demain vendredi 11 novembre à l'occasion de la journée décarbonation au pavillon du Canada entre le gouvernement et des représentants de «Alliance nouvelles voies» qui regroupe six sociétés



TWEET QUI ONT MARQUÉ NOTRE JOURNÉE

- [Tweet de @andreannebraz](#) : On the presence of the fossil fuel industry at the @Canada_Pavilion Canada is an open and democratic society. All voices can be heard. It's fine that these companies are here." We don't invite tobacco companies to health summits. #EquiCOP27 #KickBigPollutersOut

responsables de 95% du pétrole issu des sables bitumineux au Canada. Il faut dire que cette année les compagnies pétrolières sont surreprésentées, encore plus que d'habitude. En effet, on note une augmentation de 25% de leur présence par rapport à la COP26. Certaines font même partie des délégations officielles du Canada. Cela représente un réel conflit d'intérêt.

La société civile canadienne a rédigé une [lettre publique adressée au ministre réclamant l'annulation de cet événement](#) ainsi que toutes les activités menées par les pollueurs au pavillon du Canada.

RESSENTI TERRAIN DE NOTRE ÉQUIPE SUR PLACE

La nourriture est très chère
Il manque souvent d'eau
Problème de connexion wifi
Difficulté à accéder aux salles de négociations en raison de l'espace disponible

RENCONTRE AVEC STEVEN GUILBEAULT AU PAVILLON DU CANADA; DES RÉPONSES PEU SATISFAISANTES

Aujourd'hui, au pavillon du Canada à la COP 27, le Ministre de l'environnement Steven Guilbeault a eu une brève conversation avec le public présent. Notre équipe était sur place et a rencontré des difficultés pour obtenir des réponses claires et concrètes du ministre sur certains sujets.

Le ministre a été interrogé sur la relation avec les peuples autochtones, notamment, pour s'assurer que leurs intérêts sont représentés. Pour s'engager la réconciliation avec les peuples autochtones, le Canada passe obligatoirement par le consentement préalable à la proposition de mesures affectant ces peuples et leurs droits sur leurs terres, territoires et ressources. La justice climatique comprend le respect du droit de l'autodétermination des peuples autochtones, ce qui implique non seulement l'obligation de mener des consultations, mais aussi d'assurer une participation effective au processus décisionnel et l'expression préalable de consentement. Steven Guilbeault a été malheureusement très évasive à ce sujet.

Un autre sujet brûlant adressé au ministre concerne la participation remarquable de l'industrie fossile au pavillon du Canada à la COP. Sur cette question, le ministre a répondu que "c'est un pays où la liberté d'expression est importante", et que la divergence d'opinion est quelque chose de commun.



Dialoguesclimat2022

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

11 NOVEMBRE 2022 · NUMÉRO 5 · COP27

KICK OUT THE PATHWAYS ALLIANCE



Action des défenseur(e)s des droits des autochtones, des activistes pour le climat et de ses allié(e)s lors de l'événement de «Alliance nouvelles voies». Crédits : Solaye Snider

Lors de l'événement très critiqué qui s'est déroulé ce matin à 9 heures heure locale au sein du pavillon du Canada à la COP27 présenté par le gouvernement et par des représentants de «Alliance nouvelles voies», **des défenseur(e)s des droits des autochtones, des activistes pour le climat et ses allié(e)s ont fait une déclaration forte en quittant la table ronde suivi d'une manifestation à l'extérieur du panel.** Cette manifestation intervient après une demande officielle demandant au gouvernement du Canada d'annuler l'événement, signée par des organisations du Canada et du monde entier. Pour rappel, l'«Alliance nouvelles voies» regroupe **six sociétés responsables de 95% du pétrole issu des sables bitumineux** au Canada. Une honte quand l'on sait que l'exploitation des sables bitumineux et les feux de forêt ont impacté plus de 7 700 kilomètres carrés de forêt boréale. La pollution et la perturbation de l'habitat dues à l'extraction ont porté atteinte à la santé, à la culture et au mode de vie des communautés autochtones voisines.

MESDAMES ET MESSIEURS, ET LE FOSSILE DU JOUR EST DÉCERNÉ À...

Le fossile du jour est un prix décerné aux pays qui « **font le plus pour réaliser le moins** » en matière de changement climatique, desservi par Réseau Action Climat présenté pour la première fois en 1999. Aujourd'hui à la COP 27 il y a eu un débat serré - une égalité entre quatre pays, alors qu'ils semblent tous avoir oublié le but principal de la COP. L'Égypte, le pays d'accueil, s'est engagé à promouvoir plusieurs panels favorables à

l'industrie responsable de la crise climatique. Les États-Unis, à leur tour, ont annoncé des politiques publiques vantées comme des actions climatiques en partenariat avec la philanthropie corporative pour l'expansion du marché du carbone, mais qui en fait constituent des stimulations financières pour l'industrie pétrolière. La Russie gaspille l'argent sale de l'industrie fossile pour financer l'invasion illégale du territoire de l'Ukraine. Finalement, les Emirats arabes unis ont accueilli des événements par leurs industries pétrolières.

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LES PAYS DÉVELOPPÉS ET LES PAYS EN VOIE EN DÉVELOPPEMENT DEVIENNENT DE PLUS EN PLUS CORSÉES

Les négociations deviennent de plus en plus importantes et les journées se font de plus en plus longues à Sharm-el-sheikh. En effet, la tension monte en vue de **la cover decision** qui sera dévoilée demain et transmise aux premiers ministres pour approbation. La cover decision résume les engagements des pays. Les négociations portent principalement sur la finance climatique internationale, sur les pertes et préjudices, mais aussi sur l'adaptation. D'une part, l'objectif mondial en matière d'adaptation/ Global Goal on Adaptation (GGA) a attiré l'attention des décideurs politiques, des praticiens et des universitaires qui tentent de résoudre cette énigme : **quels objectifs mondiaux pertinents et appropriés en matière d'adaptation l'Accord de Paris devrait-il intégrer ?**

Pour ce qui est des négociations portant sur les enjeux de financement climatique, deux clans sont clairement visibles où s'opposent les pays du Nord, proposant de développer un processus de transfert d'argent pour 2024 et les pays du Sud qui propose plutôt d'engager le processus à cette même date. Un nouveau point également a été soulevé et porté par les pays en développement pour la création d'un organisme facilitant les transferts.



TWEET QUI A MARQUÉ NOTRE JOURNÉE

[Tweet de @CANRacCanada : Civil society just walked out of the oil sands Pathways Alliance panel at the @Canada Pavilion. Fossil fuel companies are causing the climate crisis. They must not be allowed to co-opt and greenwash #COP27. #KickBigPollutersOut](#)



Dialoguesclimat2022

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

12 NOVEMBRE 2022 · NUMÉRO 6 · COP27



UNE MARCHÉ RESTREINTE MAIS TOUT AUSSI DÉNONCIATRICE

Pas de marche habituelle en ce samedi à Charm el-Cheikh à la COP27, car manifester est interdit et l'accès à internet et aux réseaux sociaux est, depuis des années, bridé. Bien que l'on est loin des 100 000 personnes dans les rues comme observé à Glasgow l'année passée lors de la COP26, **plusieurs centaines de personnes accréditées ont toutefois défilé à l'intérieur de la zone bleue.**

Malgré une forte diversité de communautés dans le cortège (représentants de la société civile, communautés locales, Amérindiens du Canada en tenue traditionnelle ou des jeunes des îles du Pacifique), tou.te.s convergeait vers un même message : **l'urgence d'agir maintenant face à la crise climatique.**

Manifestation ce samedi 12 novembre dénonçant l'inaction climatique. Crédits : Emile Boisseau-Bouvier

BILAN DE CETTE PREMIÈRE SEMAINE DE NÉGOCIATION

À la fin de cette première semaine de négociations, la tension monte à l'approche de la conclusion de l'examen des points devant être transmis aux premiers ministres. Dans cette décision de couverture, plusieurs éléments y seront intégrés, notamment : **la reconnaissance du fossé existant entre les besoins et le soutien disponible, un financement nouveau, additionnel et approprié ainsi que la création d'une entité opérationnelle** dont une série de discussion en découle pour élaborer les détails relatifs à une telle entité. Les négociations se poursuivent aujourd'hui.

Un texte préliminaire du programme de travail en atténuation a été dévoilé. Malgré de nombreux points félicités par la société civile (tels que l'intégration du besoin de transition juste, l'alignement des politiques et des mesures d'incitation à la protection,

la conservation et la restauration des forêts et des autres écosystèmes terrestres et marins à l'accord de Paris ou encore l'implantation de stratégies de mise en oeuvre et d'investissement des contributions déterminées à l'échelle nationale), d'autres restent à **revoir comme la durée du programme fixée à un ou deux ans.** Cela semble extrêmement peu quand l'on voit que les pays disposaient de 5-6 ans pour réduire de 3,6% les émissions mondiales d'ici à 2030 par rapport à 2019.

LA NOUVELLE INITIATIVE "FAST" POUR ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

La présidence égyptienne a lancé vendredi une nouvelle initiative pour améliorer **la quantité et la qualité des contributions du financement climatique pour transformer l'agriculture et les systèmes alimentaires d'ici 2030** : Alimentation et agriculture pour une transformation durable ou FAST. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ainsi que d'autres agences des Nations unies, seront les facilitateurs de cette initiative qui apportera

des résultats concrets pour aider la pays à accéder aux financements et aux investissements climatiques, à accroître les connaissances et à fournir un soutien politique et un dialogue



Le ministre égyptien de l'agriculture El-Sayed El-Quseir et Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO, lors de la session d'aujourd'hui. Crédits : Abram Online



TWEETS QUI ONT MARQUÉ NOTRE JOURNÉE

[Tweet de @Fridays4future](#)
[On the climate strike today live from COP27 demanding leaders to #ShowUsTheMoney and #PeopleNotProfit!](#)

[Tweet de @catabreu](#) : "We must embrace renewables. Let's never ever accept the notion that in order to transition, we need to expand fossil fuels. I don't want Africa left with the infrastructure of 100 years ago."
[@mohadow_of @PowerShftAfrica at #COP27](#)



Dialoguesclimat2022

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

14 NOVEMBRE 2022 · NUMÉRO 7 · COP27

DES DÉSACCORDS PERSISTANTS À L'APPROCHE DE LA DÉCISION DE COUVERTURE

Les délégués des pays ont déclaré dimanche qu'il y avait eu **peu de progrès jusqu'à présent sur les détails techniques** de la manière de respecter les accords et les promesses faites les années précédentes. Les engagements et les actions décevantes des pays développés de cette année ont fragilisé la confiance des pays en développement, compliquant ainsi les discussions notamment en vue de la décision de couverture.

La question du financement des pertes et dommages engendre de grandes tensions au sein des négociations

"Les pertes et dommages ne sont pas de la charité - c'est de la justice climatique", a déclaré Nabeel Munir, l'envoyé pakistanais pour le climat.

Pour le moment, peu d'argent a été transféré. Néanmoins, le Royaume-Uni a déclaré qu'il autoriserait certains reports de paiement de la dette des pays touchés par des catastrophes climatiques, l'Autriche et la Nouvelle-Zélande ont proposé un financement pour les pertes et dommages, et John Kerry, l'envoyé spécial présidentiel américain pour le climat, a dévoilé un plan visant à utiliser la compensation carbone pour lever de l'argent.

Bien qu'elle a fourni 31,7 milliards de dollars de financement de projets pour le climat en 2022, la Banque mondiale, a été

vivement critiquée à la Cop27 par des pays pour ses échecs en matière de financement climatique. Il est devenu de plus en plus clair que sa configuration actuelle est un sérieux frein aux progrès en matière de financement climatique. Si la réforme finit par se produire, ce qui semble de plus en plus probable, **ce pourrait être la plus grande réussite de Charm el-Cheikh.**

Bien qu'il soit difficile d'espérer un règlement définitif encadrant le mécanisme de financement des pertes et dommages et une date limite réaliste sont espérés.

L'Inde cherche un accord à la COP27 pour "éliminer progressivement" tous les combustibles fossiles.

Les pays ont convenu lors de la COP26 à Glasgow, en Écosse, d'une déclaration finale qui, pour la première fois, engageait les parties au sommet des Nations Unies sur le climat à accélérer les efforts en vue d'une "réduction progressive de l'énergie au charbon" - en ciblant les énergies fossiles les plus polluantes. L'Inde veut étendre cet engagement pour inclure tous les combustibles fossiles, ont déclaré les deux sources qui ont parlé à Reuters sous couvert d'anonymat.

ALAA ABDEL FATTAH DONNE SIGNE DE VIE APRÈS 8 JOURS SANS NOUVELLE

Sans nouvelle depuis dimanche 6 novembre, la famille du détenu politique égypto-britannique Alaa Abdel Fattah, en grève de la faim depuis sept mois, a envoyé une lettre datée du 12 novembre à sa famille en ce lundi 14 novembre. Dans cette lettre, Alaa Abdel Fattah **dit aller bien et avoir recommencé à boire**, jusqu'alors en grève de la soif depuis dimanche 6 novembre. Il dit être placé sous surveillance médicale. Son avocat Khaled Ali s'était rendu à trois reprises à la prison de Wadi Natroun, à 100 kilomètres au nord-ouest du Caire, pour le voir. Après les deux premières fois qui ont constitué un échec, il est revenu à la charge ce lundi matin.

UNE INITIATIVE POUR RENDRE LES COMMUNAUTÉS MOINS VULNÉRABLE AU MANQUE D'EAU

La présidence de la COP27 a lancé aujourd'hui à l'occasion de la journée thématique sur l'eau une initiative visant à offrir des **solutions**

d'adaptation transitoires pour la planète et les populations : AWARE

Action for Water Adaptation and Resilience Initiative. Cette initiative s'adresse aux communautés et les écosystèmes les plus vulnérables du monde, en commençant par la région africaine, les plus vulnérables au monde. L'initiative s'articule autour de trois grandes priorités 1) diminuer les pertes d'eau et améliorer l'approvisionnement en eau dans le monde entier ; 2) proposer et soutenir la mise en œuvre d'une politique et de méthodes convenues d'un commun accord pour une action d'adaptation coopérative liée à l'eau et ses co-bénéfices ; et 3) promouvoir la coopération et les liens entre l'eau et l'action climatique afin de réaliser l'Agenda 2030, en particulier l'ODD6.

Rédigé par Lea Vandycke



La voix des femmes dirigeantes dans les politiques climatiques durant la journée sur le genre à la COP27, Crédits : COP27

LIENS UTILES



• [AWARE Initiative : description](#)



• [Tweet de @LicypriyaK : My message to our world leaders on Day 9 of #COP27.](#)

• [Tweet de @FondDavidSuzuki : #COP27 @CharetteB a annoncé l'octroi d'une aide financière de 6,6 M\\$, à la @FAO pour appuyer l'adaptation aux changements climatiques de l'agriculture en Côte d'Ivoire, en Haïti et au Sénégal.](#)



Dialoguesclimat2022

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

15 NOVEMBRE 2022 · NUMÉRO 8 · COP27

LE RETOUR DU BRÉSIL APPORTE UN NOUVEL ESPOIR



Avec l'arrivée du président Lula ce mardi matin, le Brésil envoie un message fort et un nouvel espoir après 3 années d'absence. En effet, avec Bolsonaro au pouvoir, le Brésil a brillé par son absence et ne se cachait pas son désintérêt pour les questions climatiques et sa volonté de destruction croissante de la forêt amazonienne.

Sa première rencontre mercredi aura lieu avec six gouverneurs d'État brésiliens de la région amazonienne, qui sont également à la COP27, selon son

Lula, lors un rassemblement électoral sur le développement durable à Manaus, au Brésil, le 31 août 2022. Crédits : MICHAEL DANTAS, AFP

calendrier public. Jeudi, Lula rencontrera des groupes de la société civile brésilienne et des représentants autochtones, ainsi que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a déclaré Teixeira. Le retour du Brésil est vu comme une réelle opportunité d'établir une coopération régionale renouvelée entre les nations de la forêt amazonienne pour lutter contre la déforestation, déclare la ministre colombienne de l'Environnement, Susana Muhamad. Lula a d'ailleurs promis un vaste plan pour renforcer l'application des lois environnementales et créer des emplois verts. Son équipe a également travaillé pour sécuriser une alliance pour la conservation de la jungle annoncée lundi entre les trois plus grands pays de la forêt tropicale - le Brésil, la République démocratique du Congo et l'Indonésie.

ÉTENDRE L'ENGAGEMENT SUR LE CHARBON À L'ENSEMBLE DES COMBUSTIBLES FOSSILES ?

L'Inde, deuxième acheteur mondial de charbon, a proposé samedi que les pays acceptent d'éliminer progressivement tous les combustibles fossiles lors du sommet des Nations Unies sur le climat en Égypte, plutôt qu'un accord plus étroit pour éliminer progressivement le charbon qui a été convenu lors de la COP26 l'année dernière. L'Union



TWEETS QUI A MARQUÉ NOTRE JOURNÉE

[Tweet de @CANEurope](#) : It's code red on #IndigenousWomenDay at #COP27 and they have something to say: "There is an undeniable correlation between the violence against Mother Earth and the violence against Indigenous women, girls, two-spirit and gender diverse relatives."

Européenne a aujourd'hui soutenu l'appel de l'Inde à réduire progressivement l'utilisation des combustibles fossiles dans le cadre d'un accord à la COP27 a déclaré mardi le chef de la politique climatique du bloc, Frans Timmermans, à condition qu'il ne faiblisse pas les accords antérieurs sur la réduction de l'utilisation du charbon.

UN TEXTE DE CLÔTURE PRÉLIMINAIRE ENCORE TRÈS PRÉLIMINAIRE

Les Nations unies ont publié lundi un projet de texte exposant les possibles points qui figureront dans le cover decision. Le texte de négociation sera débattu et retravaillé par des diplomates et des ministres de près de 200 pays avant son adoption espérée à l'issue du sommet. Parmi les différents éléments inclus dans le projet de texte, on retrouve notamment la nécessité de prendre en compte la science la plus récente disponible soit les récents rapports du GIEC et la nécessité de garder la cible de 1,5 dans les décisions. Le cover

decision reconnaître les crises alimentaire et énergétique actuelles, l'urgence de la transition énergétique, l'urgence de l'adaptation, l'accélération du recours aux renouvelables. Le concept de transition juste et équitable a également été mentionné.

Concernant le financement des pertes et préjudices, le projet de texte indique que la COP27 lancera un processus de deux ans au cours duquel les pays travailleront sur la manière de fournir ce financement aux pays en développement Plus de 130 pays en développement, parmi lesquels de petits États insulaires et de grandes économies émergentes, ont exigé que la COP27 se termine par une décision ferme de lancer un fonds pour les pertes et dommages - même s'il faudra encore des années pour le faire fonctionner. Les négociations prenant des retards considérables, il est attendu que les débats soient prolongés à samedi soir ou dimanche matin.

Rédigé par Lea Vanduycke



Manifestation lors de la journée du genre à la COP27 le lundi 14 novembre. Crédits : Activit Network

LIENS UTILES DE LA JOURNÉE

- [Les éléments qui seront inclus dans le cover decision](#)
- [Stratégie de Mobilisation pour l'action climatique pour 2022-2027 du Plan pour une économie verte du gouvernement du Québec](#)
- [Le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement \(PNUF\) sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation](#)



Dialoguesclimat2022

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

16 NOVEMBRE 2022 · NUMÉRO 9 · COP27



Événement Arts pour le climat au pavillon du Canada. Crédits : Fondation David Suzuki

LE CANADA SE PLACE EN LEADER SUR LA TAXATION CARBONE

Steven Guilbeault tente d'inciter les autres pays du monde à imposer une taxe sur le carbone afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. En effet, le ministre de l'environnement a organisé ce matin un événement. Actuellement, seulement 20% des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont assujetties à une tarification carbone, alors que le Défi mondiale souhaite atteindre les 60% d'ici 2030. Huit autres pays, ainsi que la Commission européenne ont signifié leur accord pour s'en aller dans cette direction mais la plupart d'entre eux ont déjà une tarification sur le carbone – ou avaient déjà l'intention d'en implanter une. Le premier ministre

Justin Trudeau avait déjà évoqué l'idée l'année dernière lors de la COP26 de se doter d'une taxe carbone, mais en un an, le pourcentage mondial des émissions couvertes par une taxe n'a pas changé.

UN MANQUE DE LEADERSHIP DE LA PRÉSIDENTIE EGYPTIENNE, NON SANS CONSÉQUENCE

Les organisations environnementales se plaignent du manque de leadership dont fait preuve la présidence égyptienne durant ces deux semaines de négociations. Il est ainsi difficile de maintenir la dynamique que la présidence du Royaume-Uni avait déclenchée lors de la COP26 à Glasgow, ce qui se fait fortement ressentir au niveau des négociations.

LA JOURNÉE BIODIVERSITÉ PRÉPARE LE TERRAIN EN VUE DE LA COP15

Cette journée rappelle aux États mais aussi à la société civile que la mobilisation ne s'arrêtera pas après la COP27. En effet, il ne reste plus que 21 jours avant le début de la COP15 Climat, qui se déroulera à Montréal du 7 au 19 décembre 2022. Cette réunion biennale est malheureusement bien moins médiatisée que la COP climat et pourtant ô combien importante. L'honorable Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement et du Changement climatique, a d'ailleurs annoncé aujourd'hui que le Canada investira jusqu'à 855 000 dollars de sorte pour permettre la participation des groupes environnementaux à but non lucratif et les partenaires autochtones à la COP15. Plus de 50 groupes recevront du financement, le tout coordonné par la Société pour la nature et les parcs du Canada, un financement qui était fortement attendu par la société civile canadienne.

DU NOUVEAU DANS L'ALLIANCE BOGA

De nouveaux États ont aujourd'hui rejoint l'alliance BOGA Beyond Oil Gas Alliance, initialement lancée l'année dernière durant la COP26. En effet, cette alliance visant à mettre fin à l'exploration et la production de pétrole et de gaz vient d'être rejoint aujourd'hui par le Portugal et l'État américain de Washington qui s'engagent comme membres principaux. Le Chili, Tuvalu, Fidji et le Kenya se sont quant à eux joints en tant qu'« amis » de l'initiative. Les principaux membres de Boga étaient jusqu'à maintenant le Danemark, le Costa Rica, la France, le Groenland, l'Irlande, la Suède, le Pays de Galles, le Québec. L'alliance n'a toujours pas de grands pays producteurs de pétrole et de gaz à bord.

Rédigé par Lea Vandycke



TWEETS QUI ONT MARQUÉ NOTRE JOURNÉE

[Tweet de @RebeccaPetrin](#) : Surviving at the #COP27 without drinking one drop from a water bottle! Fighting for the right to freely access water without water commercialization! #Water #Water4climate

[Tweet de @CharetteB](#)
La #COP27, c'est aussi l'occasion de faire le point sur des questions environnementales qui préoccupent la société québécoise.



Dialoguesclimat2022

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

17 NOVEMBRE 2022 · NUMÉRO 10 · COP27



Table des négociations le 17 novembre 2022 à Charm-el-Cheikh Crédits :
Présidence Égyptienne

LES PARTIES PERDENT PATIENCE FACE À LA LENTEUR DES NÉGOCIATIONS....

À un jour de la clôture des négociations, la décision de couverture paraît encore loin. Les négociations avancent lentement sur plusieurs questions. Excepté pour les questions de finance climatique, des textes ont été transmis à la Présidence de la CdP ou aux ministres pour un examen plus approfondi. La rupture de confiance des pays en développement pour les pays développés se fait ressentir et des points de vue diamétralement opposés s'affrontent. Les négociations au sein du Conseil du Fonds pour l'adaptation ont néanmoins abouti à un compromis, saluant notamment les promesses de contributions financières au Fonds et encourageant la poursuite et l'augmentation des contributions. Également, concernant le financement des pertes et préjudices, l'Australie et les États-Unis semblent être les principaux bloqueurs. Le Bouclier mondial contre les risques climatiques lancé il y a deux jours le G7 et le V20 a démontré une vraie reconnaissance monétaire du fait qu'il y a un réel besoin de financement des pertes et préjudices pour survivre. Ce dispositif vise à pré-organiser des solutions de financement et d'assurance pour sept pays vulnérables aux changements climatiques avant qu'une catastrophe ne se produise. Cependant des craintes se sont fait ressentir par la société civile craignant qu'il porte préjudice à la création d'un mécanisme de financement spécifique.

UN ACCORD RELATIF AU RÉSEAU SANTIAGO SUSCITE UN SENTIMENT D'ESPOIR

L'accord sur une décision relative au Réseau de Santiago établi dans le cadre du Mécanisme de Varsovie lors de la COP25 a été accueilli par les applaudissements des négociateurs et a réveillé un sentiment d'espoir bien nécessaire. En effet, les Parties sont parvenu à un accord, reconnaissant notamment que, dans ses prestations d'assistance technique, le Réseau devra prendre en considération les questions transversales citées dans le préambule de l'Accord de Paris relatif aux droits humains, aux droits des peuples autochtones, des communautés locales et des communautés vulnérables, à l'égalité de genre et à l'équité intergénérationnelle. Elles sont également convenues d'encourager « d'autres acteurs » à apporter leur soutien au fonctionnement et à l'assistance technique du Réseau ; et de garantir, dans les critères de sélection des pays d'accueil, l'observation de normes éthiques dans la structure de gouvernance et de gestion.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : FAIBLEMENT PRÉSENT DANS LE NOUVEAU PROJET DE TEXTE

La société civile déplore un langage faible sur les combustibles fossiles à ce jour dans le projet de texte. À ce jour, rien ne figure sur la réduction progressive des énergies fossiles. On y retrouve seulement des "encouragements" à poursuivre les efforts sur l'engagement de la COP26 sur le charbon. Il y a tout de même une

reconnaissance de la nécessité d'éviter le retour en arrière et de renforcer les énergies renouvelables au milieu de la crise énergétique.

UNE INITIATIVE POUR LA JOURNÉE SOLUTIONS

Le ministre égyptien des Transports, Kamel El-Wazir, a annoncé aujourd'hui pour la journée portée sur les solutions le lancement de l'initiative LCO2TUS (Low Carbon Transport for Urban Sustainability) de la présidence de la COP27 en présence d'institutions financières internationales et de hauts responsables. L'initiative vise à soutenir des systèmes de transport verts justes, sains et flexibles dans les pays en développement et dans le monde au cours des dix prochains mois, jusqu'à la COP28 à Dubaï, a déclaré El-Wazir lors du lancement.

Rédigé par Lea Vandycke

LIENS UTILES

[Rapport "Profiter de la pollution : La riposte du secteur de l'automobile à la réglementation sur les véhicules zéro émission" du 16 novembre 2022 par Équiterre et Environmental Defence](#)

[Communiqué de presse "Le Canada doit se joindre aux nations vulnérables qui luttent pour un fonds pour les pertes et dommages, l'élimination progressive des combustibles fossiles, 1.5, l'adaptation et la nature dans la décision finale de la COP27" du 17 novembre 2022](#)



Dialoguesclimat2022

LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

18 NOVEMBRE 2022 · NUMÉRO 11 · COP27

UN PROJET DE TEXTE À CORRIGER

La Présidence a publié hier un document officieux de 20 pages contenant un projet de texte pour les décisions de couverture sur la base des contributions des Parties. De nombreux besoins ont été mis en évidence par des groupes et pays comme le besoin de le raccourcir, de le rationaliser, d'améliorer sa cohérence et supprimer les doublons dans le texte. Le texte a également été qualifié de déséquilibré, certains éléments ayant plus de points dans le texte que d'autres.

ÉLÉMENTS CONSENSUELS DES NÉGOCIATIONS

La Présidence a publié hier un Néanmoins, il y a eu plusieurs consensus sur certains points, notamment la science, et en particulier la nécessité d'atteindre le pic d'émissions en 2025; une feuille de route pour doubler le financement de l'adaptation ; l'Article 2.1(c) de l'Accord de Paris (sur les flux financiers compatibles avec un développement à faibles émissions et résilient aux changements climatiques) ; le dialogue social; les mesures coercitives unilatérales; les mesures de riposte; et la cryosphère et les océans. Un groupe de pays en développement a souligné l'importance de reconnaître le

rôle des forêts pour contenir la hausse des températures en deçà de 1,5°C.

DES POINTS DE VUE DIVERGENTS

Les points de vue ont explicitement divergé sur notamment les références à l'objectif de 1,5 °C et aux émissions nettes nulles d'ici 2050 ; les droits humains; la dette; la diversité des sources de financement; la suppression progressive des subventions ou de l'utilisation des combustibles fossiles ; le programme REDD+ dans le cadre de l'Article 6.2 (démarches concertées) ; les solutions axées sur la nature ; les crises énergétique et alimentaire. La question du genre est totalement inexistante. Il reste également des objections concernant l'inclusion de la lutte contre les émissions de méthane dans le projet de texte.



Des militants lors d'une manifestation exigeant le respect de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C, lors de la COP27 à Charm el-Cheikh le 18/11/22. Crédits : AFP

POSITIONNEMENT DU CANADA

Le Canada porte un certain leadership concernant les questions d'inclusion du genre, mais aussi sur les questions des droits autochtones qui a valu notamment une mention au paragraphe 11 particulièrement appréciée. Il a également pris une position claire sur l'action climatique qui doit être basée sur les droits humains. La Chine et le Canada ont pris position ensemble pour reconnaître la nécessité de traiter ensemble les causes liées au climat et à la biodiversité. Sur les questions énergétiques, Steven Guilbeaut a annoncé mercredi que le Canada cessera de subventionner l'industrie des combustibles fossiles d'ici le milieu de l'année 2023. Le Canada deviendra ainsi le premier pays du Groupe des 20 principales économies de la planète (G20) à cesser de verser des fonds publics à l'industrie du pétrole, du gaz et du charbon, alors que le G20 a fixé l'échéance à 2025. Un beau défi lorsque l'on sait qu'en 2021, le Canada se plaçait au 2è rang des pays du G20 qui subventionnent le plus ce secteur à 8.5 milliards de dollars par année en moyenne.

PERTES ET PRÉJUDICES

L'Union Européenne a proposé un mécanisme de financement des pertes et préjudices. Cependant, ce mécanisme serait destiné aux pays vulnérables rendant

inapplicables ce financement à certains pays touchés de plein fouet par les changements climatiques comme le Pakistan. Les pays en voie de développement souhaitent élaborer eux-mêmes les critères d'attribution du mécanisme des pertes et préjudices. Les États-Unis semblent toujours être le principal opposant sur cette question là et notamment sur la question du financement de la compensation climatique.

La solidarité était le maître-mot de cette avant-dernière journée. Elle a parfois été foisonnante. La réussite de cette COP dépendra d'un résultat solide sur la question des finances des pertes et préjudices.

Rédigé par Lea Vanduycke

LIENS UTILES

Le rapport final et l'analyse du **Bulletin des négociations de la Terre** sur la CdP 27 sera disponible lundi 21 novembre 2022 sur : enb.iisd.org/sharm-el-sheikh-climate-change-conference-cop27



#Dialoguesclimat2022